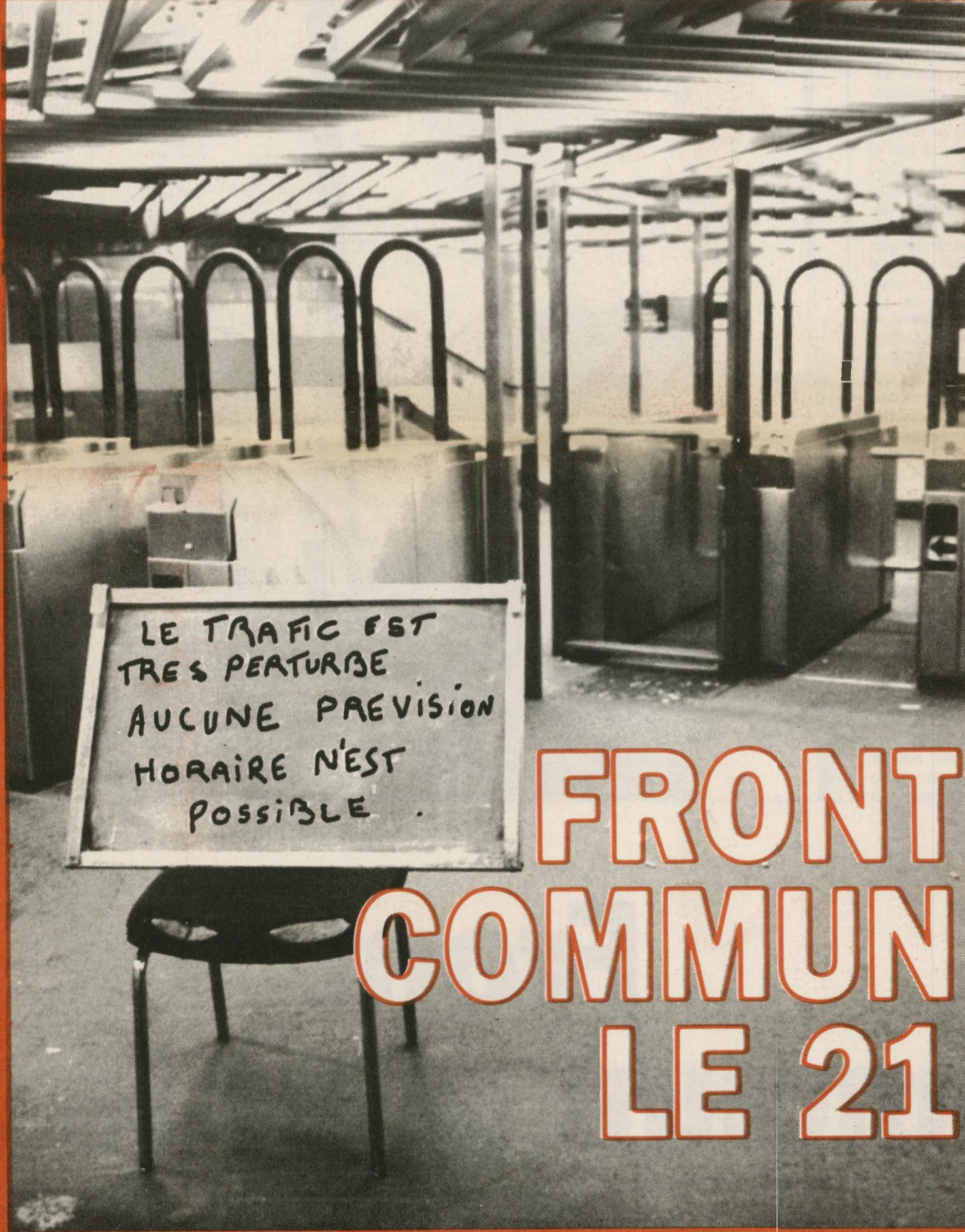


ROUGE

Reykjavik
Les raisons
d'un coup de froid
(page 17)



LE TRAFIC EST
TRES PERTURBE
AUCUNE PREVISION
HORAIRE N'EST
POSSIBLE .

FRONT
COMMUN
LE 21

1. Le 21, dans quel but ?

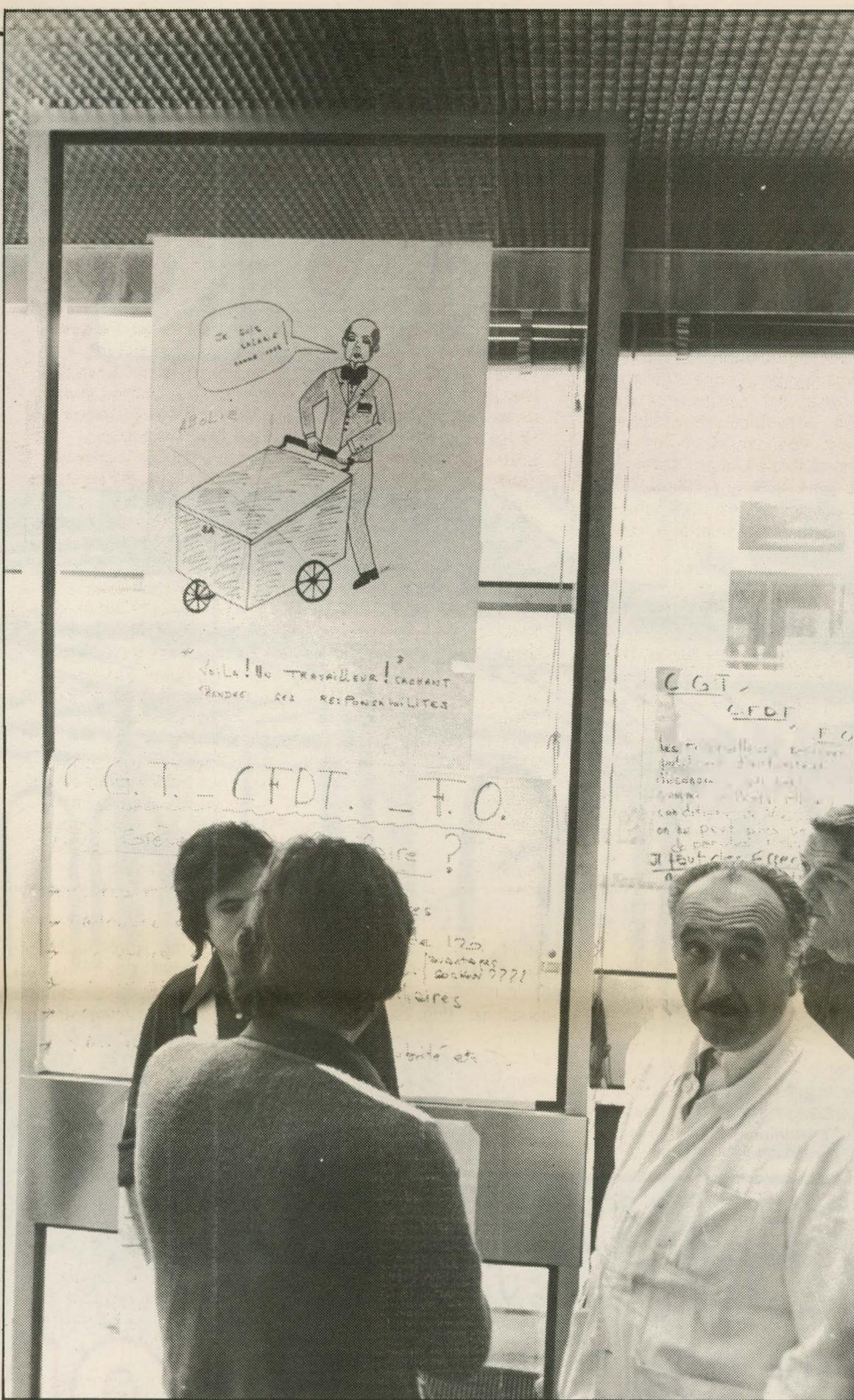
Voilà bien longtemps que le gouvernement en place, hier celui de la gauche, aujourd'hui celui de la droite, n'a pas eu à affronter la force des travailleurs en grève. Plus particulièrement, depuis le 16 mars, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'est pas habituel de descendre dans la rue pour répondre aux attaques portées par Chirac et ses ministres. Au contraire, nombre de coups sont passés sans riposte d'aucune sorte.

Le 21 octobre rompt donc avec cette désagréable habitude de passivité. Ce n'est pas si fréquent qu'on puisse considérer cette journée comme quantité négligeable. Par-delà la division qui régnera dans la rue ce jour-là un constat peut être fait : quand la date de la grève est commune à tous les syndicats, chaque salarié accepte comme une remarque de bon sens qu'il sera gréviste. Mieux, le sentiment qu'il est grand temps de porter un coup d'arrêt à la politique de De Charette s'amplifie. En fait, il ne faudrait pas grand-chose pour que chacun reprenne confiance dans la force organisée des travailleurs, dans l'action de masse.

A l'opposé de l'attentisme des grands partis de gauche, la voie de la mobilisation unitaire contre la politique de Chirac devient une expérience concrète. Reste à souhaiter que tout le monde y prenne goût et que les grèves, les manifestations soient un pavé dans la mare de la cohabitation.

2. 24 heures et après ?

Une journée d'action de vingt-quatre heures est-elle suffisante pour gagner ? Souvenons-nous, durant les années soixante-dix, les grèves de vingt-quatre heures servaient à



canaliser la combativité et esca-motaient tout débouché aux luttes. Evidence ? La situation a largement changé. Deux chiffres peuvent résumer cette différence : 885 000 journées ont été perdues pour fait de grève en 1985, alors qu'elles étaient près de 3 666 000 en 1977.

Aujourd'hui, il s'agit de remobiliser le monde du travail et de reconstituer ses possibilités de riposte. Alors, certes le 21 octobre ne permettra pas à lui seul de gagner, mais il offre une première perspective d'action à de nombreux syndicalistes et travailleurs qui en manquaient cruellement pour rétablir un rapport de forces dans leur entreprise. Il est grand temps d'organiser une démonstration de force contre la politique de Chirac. Et, pour une fois que la date est commune à tous les syndicats, il ne faut pas rater l'occasion. Dans les faits, le 21 représentera la première riposte depuis le 16 mars.

Le 21 octobre n'économisera toutefois pas une épreuve de force contre Chirac. C'est d'ailleurs pour cela qu'il faut réussir cette journée. C'est en fonction de cette réussite que les travailleurs pourront continuer l'action. Le 21 est une journée de vingt-quatre heures pour commencer, pour redonner confiance dans la lutte collective.

3. Salaires, emploi, que revendiquer ?

Réduction des effectifs et baisse des salaires sont les facettes d'une même politique appliquée au secteur privé depuis longtemps.

Le secteur public et nationalisé représente 500 000 salariés dans les grandes entreprises nationalisées (RATP, SNCF, Charbonnages de France, EDF-GDF), 4,3 millions dans

Front commun pour le 21

Le 21 octobre sera une échéance-clé dans la riposte aux attaques du gouvernement. Mais, pour la préparer, il faut être au clair sur les problèmes que soulève la mobilisation. C'est à cette fin que nous répondons cette semaine à six questions.

les administrations publiques, nationales et locales, la Sécurité sociale comprise.

Le plan de Charette, intégré au budget 1987, consiste à réduire de 1 % l'effectif des deux millions de fonctionnaires et à appliquer le même régime au reste du secteur public. Résultat escompté : 26 000 suppressions de postes. Ce qui n'est qu'un début modeste en regard des grandes espérances des bureaucrates de l'emploi, actuellement au pouvoir. 4 200 postes liquidés au ministère de la Défense, le reste - 21 500 - dans les autres ministères, c'est en fait, la même logique qui s'applique pour obtenir les meilleurs gains de productivité.

Un licenciement dans le privé, une suppression de poste dans le public, cela fait deux jeunes chômeurs de plus. Par conséquent, refuser les suppressions de postes dans le secteur public, c'est se battre pour l'emploi de tous.

Côté salaires, la baisse imposée depuis 1982 aboutit à 0,6 % de perte du pouvoir d'achat par année. De 1984 à 1985, toutes les catégories « lettres » de fonctionnaires sont passées au négatif, à commencer par les deux plus petites (-1,4 % pour les « D », -2,1 % pour les « C »). Pour suivre l'indice des prix, un rattrapage des pertes depuis 1982 doit s'accompagner d'une garantie de progression selon la hausse réelle du coût de la vie.

4. Public et privé tous ensemble ?

La journée d'action du 21 octobre sera-t-elle interprofessionnelle ? Pour l'instant, seule la CGT appelle le privé à rejoindre le public dans l'action. Chirac et son gouvernement n'épargnent pourtant personne, aucun secteur n'échappe aux attaques répétées des libéraux qui gouvernent la France. Face à eux, un mouvement d'ampleur de l'ensemble du monde du travail sera seul capable de battre en brèche des plans qui touchent aussi bien le privé que le public. Et chacun sait que les négociations et le rapport de forces dans la fonction publique sont toujours un test pour les patrons du privé.

L'ampleur de l'attaque demande donc une réponse générale, une réponse de tous les salariés. Cependant, si les traditions de lutte existent dans la fonction publique, dans les secteurs nationalisés, il n'en est pas toujours de même dans les entreprises privées. Dans nombre d'entreprises, le 21 octobre est vécu comme une perspective d'action, comme une issue aux différentes luttes qui viennent d'être menées. A l'inverse, dans d'autres, les tâches élémentaires de mobilisation restent à pren-

dre en charge. Il s'agit souvent de permettre aux salariés de retrouver confiance dans la lutte. Dans ces cas-là, une grève de vingt-quatre heures, loin des préoccupations immédiates, risque fort de tomber à plat.

Dès lors, il ne faut pas gaspiller les cartouches. Il s'agit avant tout de préserver les conditions d'une future mobilisation. Car, dans le privé, l'unité et donc les moyens, les perspectives d'action, sont loin d'être réalisés. Reste que dans le futur, pour gagner face à Chirac, la jonction du privé avec le public sera indispensable. C'est donc la tâche à laquelle il convient de s'atteler.

5. Pourquoi un pacte d'unité d'action ?

Ni mot magique ni but en soi, l'unité est un moyen d'agir pour gagner. L'unité réalisée témoigne d'une volonté réelle des syndicats d'aller jusqu'au bout pour décrocher les revendications. L'inverse est également vrai. La division syndicale traduit un mépris à l'égard du but du mouvement revendicatif. Et elle indique que l'intérêt particulier des appareils passe avant les besoins des salariés concernés.

Tous les syndicats appellent à la grève le 21. Mais chacun organise séparément son critère. L'unité réalisée dans l'entreprise est insuffisante pour contrecarrer les manœuvres des états-majors. Et les militants unitaires d'une entreprise voient une partie de leur travail détruit par une relance de la division, le jour même de la grève.

La leçon est dure mais elle ressort de la préparation du 21 octobre. Les travailleurs, les syndicalistes unitaires doivent

Décidément, l'action revendicative est une chose trop sérieuse pour la confier aux états-majors syndicaux. Il fut déjà laborieux d'arriver à un appel de tous les syndicats, et le même jour, à la grève. Finalement, même la CGT s'est ralliée. Et parmi les principaux intéressés, les salariés, il allait de soi, puisque le 21 était la date commune, que l'on ferait grève ce jour-là. C'était sans compter sur les inépuisables ressources des appareils confédéraux. Ils s'y sont mis à quatre, pour trouver une invention fabuleuse : à l'heure où nous imprimons, Paris connaîtra un cortège FEN à 10 h 30 à Montparnasse, un cortège CGT à 11 h à la République, un cortège CFDT à la même heure à la Bastille ; enfin, toujours à la Bastille, un cortège FO se constituera à 15 h. Sombre farce. Lamentable

contrôler l'unité, en faire un moyen d'action placé sous le contrôle collectif des syndiqués et des salariés. Pour cela, l'objectif commun des unitaires devrait être l'exigence d'un pacte d'unité d'action. Tous ceux qui veulent gagner doivent s'engager à pratiquer l'unité à tous les échelons et à l'imposer, pour les revendications, aux syndicats.

Pacte d'unité d'action, cela signifie contrat de confiance entre les travailleurs et les syndicats. Que ces derniers œuvrent à la division et ils s'exposeront à une force organisée autour du

Ils gâchent tout

gâchés. Ils se seraient ligüés pour briser l'élan unitaire qu'ils n'auraient pas fait autre chose, ces grands chefs du syndicalisme français. Celles et ceux qui ont, malgré les mauvais vents sectaires, pratiqué l'unité sous des formes diverses dans leur entreprise, risquent de voir leur effort annihilé, dès le 21 au matin. Où défiler avec les grévistes ? Nombre d'entre eux ont déjà décidé. Ce sera un jour de congé : en grève, certes, mais pas dans la rue. Beau résultat ! Comme si les comptes de la division ne se montaient pas à des sommes astronomiques. Les dirigeants nationaux font tout pour alourdir l'addition. Cueillis à froid, ces jeunes pour qui le 21 pouvait être la première grève unitaire. Méprisés, les syndicalistes pour qui le chemin de l'unité représente une voie

indispensable pour gagner. Marginalisées, les revendications qui fondent l'action, puisque tout est fait pour briser le front commun pour les obtenir. Non, décidément non, les unitaires, syndiqués ou pas ne doivent pas être comptables de cette division dans la rue. A eux de prévenir le personnel trompé, à eux de faire entendre la voix de ceux qui refusent la division. Une leçon peut être tirée, dès maintenant. L'unité est un combat qui nécessite un investissement militant permanent. Faute de quoi, la division sera entretenue par des appareils de professionnels ignorant le mouvement de luttes, et voulant à tout prix éviter qu'une force sociale surgisse et pose le problème du gouvernement.

Jean Lantier

même objectif. Après le 21 octobre, sur la base des bilans tirés par les travailleurs eux-mêmes, un tel objectif devra devenir force matérielle. Pour que les appareils confédéraux n'aient plus les moyens de gâcher une dynamique unitaire.

6. Pourquoi un service public de qualité ?

C'est connu, la philosophie de Chirac et des ministres est le libéralisme. Peu à peu, avec obs-

tinuation, ils mettent en place des mesures qui s'en inspirent. Un des dogmes qui les guide est le « moins d'Etat ». Moins d'Etat, c'est avant tout, un budget en diminution pour les services administratifs, pour tous les secteurs relevant du financement public. L'heure est à une économie drastique. La conséquence ? Moins de moyens, moins de salariés. Et puis, c'est aussi le passage au privé des services bénéficiaires. Les Télécoms sont ainsi en passe d'être démantelés.

Alors que la charge de travail du service public est identique, comment la qualité pourrait-elle se maintenir avec moins de salariés et moins de moyens ? La rentabilité à la sauce libérale est contradictoire avec la qualité. La santé, l'enseignement, les transports, etc. sont-ils pourtant des services qui peuvent être rentables ? Leur raison d'exister n'est-elle pas d'être au contraire au service de la population ? Le premier touché sera donc monsieur tout-le-monde, quand il devra se faire soigner à bas prix.

Ainsi, la défense d'un service public de qualité est une exigence de l'ensemble du monde du travail. Rompre avec la qualité, c'est aussi augmenter les inégalités entre ceux qui pourront se payer les services du privé et les autres. Il faut donc choisir entre le libéralisme et un service public de qualité. C'est aussi un des enjeux du 21 octobre.

Alain Gwenn
Jean Lantier

L'unité, garantie de la mobilisation la plus large dans la rue. Le passé en fait foi.



Contrastes...

Une grève qui s'annonce massive, des manifestations qui risquent de regrouper peu de monde, du fait de leur éparpillement : telle apparaît, selon nos correspondants, la perspective du 21.

Partout, pour la journée du 21, la multiplication des manifestations est apparue comme une douche froide. A l'heure où ces lignes sont écrites, dans la plupart des villes, l'appel à des manifestations différentes est de règle. A Brest, les unions locales refusent de se rencontrer. A Nantes, à Saint-Brieuc, à Poitiers, chaque syndicat se retrouvera dans son coin. A Mulhouse, les directions syndicales poussent même le vice plus loin :

« Aux chèques, les employés feront grève. Mais ils se foutent des manifs et des AG. Surtout avec quatre manifs. »

elles appellent dans des villes différentes, l'une à Mulhouse, les autres à Colmar.

L'éparpillement des alliances correspond également à l'éparpillement des situations. A Marseille, la FEN et la CGT manifesteront ensemble, tandis que FO sera ailleurs. Par contre, la FEN défilera avec la CFDT, à Toulouse et à Bordeaux. A Lyon, « situation exceptionnelle », juge notre correspondant, il n'y aura que deux manifestations : l'une appelée par la CGT, l'autre regroupant, sous une banderole commune de tête, la CFDT, la FEN, FO et les autonomes. Ensemble, ces organisations ont, dès le départ, écrit à la CGT pour qu'il n'y ait qu'une seule initiative.

La seule ville où les syndicats risquent de se rencontrer est Rouen. Ils appellent au même endroit, mais avec une petite demi-heure de décalage. A Saint-Brieuc, la FEN propose une convergence des cortèges, à la fin de chacune des manifestations. Et encore, dans de nombreuses autres villes, comme à Grenoble, les syndicats — ou un des syndicats — ne sont pas encore décidés sur l'attitude à suivre.

Cette situation semble faire dire à nos correspondants que le décalage sera grand entre le nombre de grévistes et la participation aux manifestations. Cette journée du 21 est bien marquée d'une croix rouge dans l'agenda du monde du travail. Mais voilà, « c'est une sorte de mobilisation passive », raconte une militante

des chèques postaux parisiens. Elle poursuit : « L'appel, le même jour, de tous les syndicats, remporte le morceau : les gens feront grève. Mais le climat est passif. Les salariés se foutent, en partie, des manifs, des AG. Surtout avec quatre manifestations à Paris. Ils font grève car il faut marquer le coup contre Chirac. »

Le son de cloche est le même pour Michèle à Rouen. « Les gens vont la faire, la grève. C'est sûr. On le sent bien. Pour eux, il n'est pas pensable de faire autrement. Mais aucune détermination. » Elle aussi reprendra le terme de « mobilisation passive ». Idem à Brest où « c'est assez mou ». A Nantes, « les gens iront sûrement très peu aux manifs. Ils ont le sens du ridicule, disent-ils. Ils ont conscience que l'union n'est pas complètement réalisée. Du coup, la pêche à la ligne l'emporte ».

Le constat est saisissant, car chaque correspondant profite du coup de fil pour raconter une entreprise en lutte contre la fermeture ou des licenciements. Là, en général, dos au mur, les travailleurs imposent l'unité aux directions syndicales. Celle-ci est toujours indispensable pour gagner. Ou alors, il s'agit de luttes très déterminées, très dures. Contraste avec « la conscience négative » — pour reprendre une expression de notre camarade des chèques postaux — du personnel de la fonction publique qui, selon un militant de la SNCF, conserve « une mémoire des trahisons passées, de l'attentisme des syndicats sous le gouvernement de gauche ».

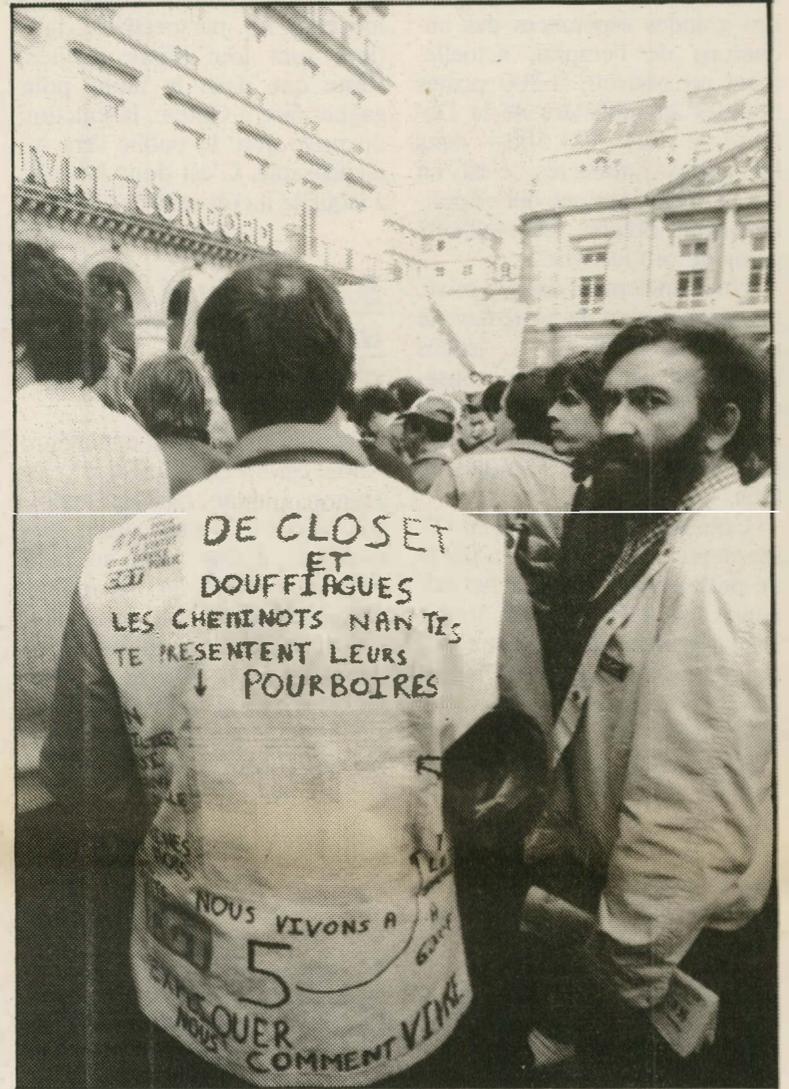
Bref, mobilisation, mais aussi méfiance à l'égard des directions syndicales. Du coup, il apparaît une tendance au repli sur ce qu'on peut dominer. Cela peut

se traduire par la priorisation de l'entreprise ou par des tentatives d'organisation de petites manifestations unitaires, remplaçant les « montées » dans les grandes villes où la division règne.

Il est encore assez difficile de dire quel visage aura précisément la journée du 21 octobre. Car le constat est partout le même : la préparation de la mobilisation reste à faire. Jusqu'à maintenant, les équipes syndicales étaient largement polarisées par la bataille autour des manifestations. Ne faut-il pas connaître le lieu de la manifestation pour sortir un tract, appeler à une assemblée du personnel ? Reste que « les bureaucrates syndicaux bloquent une possible dynamique de mobilisation », comme le dit Michèle de Rouen. A Toulouse, « la préparation est encore devant nous ». Pour un autre de nos correspondants, « remuer les équipes syndicales est dur. Il existe un retard à l'allumage ». En tout cas, l'unité retrouvée pour une date commune, et reperdue par les manifestations n'aide pas la mobilisation.

Pourtant, d'ores et déjà, le 21 octobre sert. « Le 21 permet la remobilisation de gens qui n'auraient pas fait grève sans cela », explique la correspondante des chèques postaux. « Le 21 est une issue, une continuité par rapport aux actions que nous avons déjà menées. » « Il offre une perspective d'action », indique un de nos correspondants, travaillant à la SNCF.

D'ailleurs, ici et là, tel un iceberg, l'esprit unitaire montre déjà sa face visible. Bien sûr, les entreprises où cette tradition existe sont à la pointe de la démonstration. Ainsi, à l'hôpital psychiatrique de Bordeaux, une assemblée générale du person-



Il n'y a pas de privilèges dans le secteur public.

nel, à l'appel de la CGT et de la CFDT, s'est tenue. Le résultat ? « Une mobilisation importante du personnel », liée, il est vrai, « aux mobilisations passées ». Mais, pour notre correspondant bordelais, « la différence est nette avec les endroits où aucune préparation n'a été entreprise ». Idem à l'INSEE de Nantes où cette tradition existe aussi.

Une « mobilisation passive », parce que les gens ont conscience que l'union n'est pas complètement réalisée.

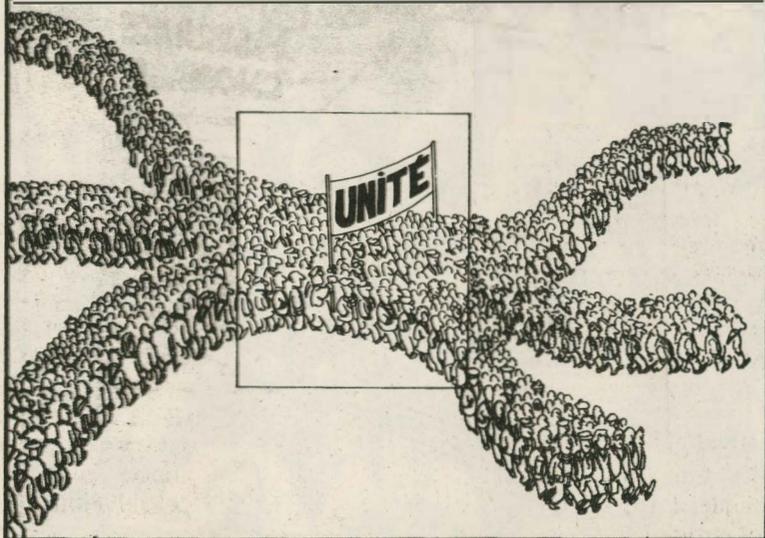
Chez les cheminots à Rouen, un collectif unitaire, Rail-Bol, existe depuis un an. « Nous avons fait un tract pour la mobilisation du 21. On y appelle à une assemblée unitaire du personnel, pour discuter des vrais problèmes. » Dans de nombreux en-

droits, surgit la volonté de montrer ce qui est nécessaire aujourd'hui. « Même en fonction de nos moyens », explique le cheminot rouennais.

Autre exemple, ce qui s'est passé dans un immeuble de la Sécurité sociale à Saint-Denis. Le personnel présent, cinquante personnes, a adressé une lettre à l'ensemble des syndicats pour qu'ils organisent unitairement la grève. Ce texte demandait aussi une intersyndicale publique, afin que les divergences soient publiquement exposées. Sous cette pression, l'intersyndicale a eu lieu. « Une salariée a même demandé s'il fallait qu'ils signent un texte à chaque fois pour que les syndicats s'entendent », explique Nicole qui travaille dans ce service. « Du coup, plusieurs syndicats se sont engagés pour l'après-21 octobre. Et le personnel a décidé d'envoyer un compte rendu écrit à l'ensemble des salariés. » Si, par hasard, les paroles s'envolaient, les écrits, eux, resteraient.

Le 14 octobre 1986
Alain Gwenn
avec nos correspondants régionaux

Dessin de Plantu extrait de C'est le Goulag. Editions La Découverte.



11 OCTOBRE

La revanche des chouans



Quel aveu ! Louis Pauwels titre son éditorial du *Figaro-Magazine* : « Pour en finir avec la Révolution française, tout simplement ». Après que de vénérables historiens se sont ingéniés à assimiler les soldats de l'An II aux sinistres colonnes de SS, voilà donc la dernière en date des pièces du procès qui s'instruit. A trois ans du bicentenaire de la prise de la Bastille.

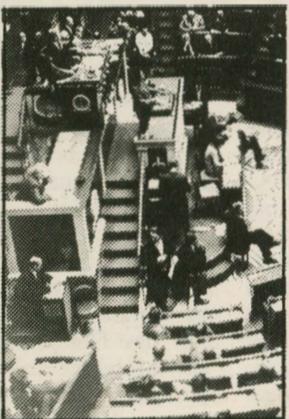
Nous n'avons jamais professé un culte béat de la Révolution de 1789. Celle-ci marqua le triomphe d'une bourgeoisie ascendante sur l'absolutisme, le féodalisme et la grande propriété foncière. Pour reprendre les termes de Marx, elle consacra « la proclamation d'un système politique pour la nouvelle société européenne ». Aussi, telle une fantasmagorie, les idéaux jacobins de liberté, d'égalité et de fraternité s'évanouirent-ils rapidement au profit de la plus impitoyable des guerres civiles, celle qui oppose en permanence le capital et le travail.

Mais là n'est pas, aujourd'hui, le plus important. Au-delà d'une tentative de réhabilitation de la chouannerie, l'offensive en cours vise à porter un coup définitif au prestige du phénomène révolutionnaire français qui, jusqu'en 1793, vit ses fractions les plus avancées imprimer leur marque à l'histoire. Ce que nos muscadins modernes veulent atteindre, c'est le souvenir même d'une formidable poussée des masses des villes et des campagnes. Pauwels montre le bout du nez lorsqu'il écrit que la « Révolution, la Terreur et le génocide furent indissociables (...) jacobonisme et bolchévisme se marièrent pour engendrer les Goulags ».

Ici resurgit la haine ancestrale des nantis pour un processus dont l'audace les fait encore trembler. Tout comme Vichy en son temps, derrière la 1^e République, ils discernent la « gueuse », c'est-à-dire cette « vile multitude » qui ne cesse de menacer leurs privilèges. Autant dire que nous ne resterons pas spectateurs de la célébration du prochain bicentenaire. Parce que nous sommes les héritiers des méthodes plébiennes qui mirent bas l'Ancien Régime avant d'inspirer les révolutionnaires de 1848, de la Commune de Paris ou du soviét de Petrograd.

13 OCTOBRE

Pour simple avis...



Pour la sixième fois depuis le 16 mars, Jacques Chirac vient d'avoir recours à l'article 49-3. Cette fois, le couperet est tombé avant même le début de la discussion générale. Du coup, le nouveau découpage électoral aura été expédié en moins d'une heure. Dans le grotesque, on atteint désormais des sommets. Ce pouvoir ne prend même plus la peine de respecter les formes. Le Parlement est aux yeux de tous, relégué au rang de simple chambre d'enregistrement.

Qu'on en juge. Sur les vingt-six textes adoptés lors de la session de printemps, cinq ont été ratifiés sans vote. Pour éviter le débat, toutes les procédures exceptionnelles ont été utilisées. Aucun des articles du projet traitant de l'audiovisuel n'a par exemple fait l'objet de discussion en séance publique. Le texte supprimant l'autorisation administrative de licenciement s'est soldé par un vote bloqué. On comprend le jugement du député giscardien Lamassoure : « Le Parlement n'exerce plus un véritable pouvoir de décision : il tend à devenir un organe de conseil, rendant un avis politique... »

C'est donc l'une des caractéristiques de cet après-16 mars que d'accentuer les traits les plus antidémocratiques de la V^e République. La dyarchie instaurée au sommet de l'Etat, l'étroitesse de la

14 OCTOBRE

Clarifications ?



Lionel Jospin entend à l'évidence reprendre en main son parti. Il vient de le manifester en proposant d'avancer son congrès au printemps prochain. Une bonne occasion, pour le premier secrétaire, de contrer les chefs de courants qui recommencent à s'agiter et de répondre au malaise des militants. Et un moyen de préparer une probable candidature de François Mitterrand à sa propre succession. Le tout, ayant pour objectif, la recomposition de l'état-major de la rue de Solferino.

Ces visées internes n'ont toutefois qu'un intérêt mineur. Plus profondément, Jospin cherche à sortir le PS de l'immobilisme dans lequel il s'enlise. La volonté de ne gêner en rien les projets du président de la République laisse en effet le parti sans la moindre proposition susceptible de remobiliser le « peuple de gauche ». Les manœuvres et positionnements tactiques prennent dès lors, une place prépondérante. Au point d'estomper chaque jour davantage son identité.

Le dernier exemple vient d'en être fourni par la désignation de Roland Dumas à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Profitant des rivalités qui déchirent la droite, cet intime de François Mitterrand se retrouva au poste initialement dévolu au centriste Stasi. Mais il lui fallut également obtenir l'appoint des voix lepénistes. Ce qui ne peut manquer de jeter un doute sur les négociations secrètes qui précédèrent l'élection. Dumas n'hésita pourtant pas à remercier ses collègues de leur « manifestation de confiance ». Voilà qui n'est pas sans rappeler les sordides combinaisons auxquelles les socialistes s'associèrent sous la IV^e République.

Comment ne pas rapprocher un tel épisode des raisons avancées par Jospin pour avancer les assises du PS ? « Un parti ne peut bien agir s'il n'est pas au net avec lui-même », indique-t-il, reconnaissant que l'opinion ouvrière lui demande autre chose que des gesticulations sans rapport avec ses préoccupations quotidiennes. Reste que, pour se refaire une santé, les dirigeants socialistes ne pourront éviter de rechercher les raisons de leurs dérives présentes. Et ils devront s'interroger sur leur attitude durant les cinq dernières années ainsi que sur la dynamique dévastatrice de la cohabitation.

Christian Picquet

LE GRAIN DE SABLE

Quatre mois après avoir été rendues publiques, les manœuvres visant à former un grand syndicat social-démocrate rencontrent quelques écueils. A commencer par le 21 octobre...

Au mois de juin, le *Matin*, le *Nouvel Observateur* et *Rouge* publiaient des informations convergentes faisant état d'un projet de recomposition syndicale pour constituer un grand syndicat social-démocrate en France. Cette publicité intempestive contrarie le lancement du projet, car elle inquiète les militants tenus à l'écart. Le congrès du SNUI (impôts), fin juin, devait lancer un appel à l'unité, pour être repris « spontanément » par d'autres syndicats autonomes. Mais, les délégués du congrès, craignant d'être le jouet de manœuvres politiques, ont tempéré l'ardeur de leur direction.

Quant à la FEN, elle a d'abord démenti l'existence de contacts, même informels. Sur un point, elle disait vrai : ces contacts ne se déroulaient pas au siège du SNI. L'historien devra les situer au restaurant *le Dauphin* de la rue du Bac... Mais, bientôt, la FEN prend le parti d'assumer publiquement ce qu'elle ne peut plus cacher : « *Oui, nous réfléchissons*, dira en substance Jacques Pommatau, *mais c'est le mandat historique de la FEN de travailler à la réunification syndicale.* » La FEN assume désormais son projet ; du même coup, sa tâche est compliquée. Car la voilà contrainte de proposer l'unité à tout le monde publiquement.

Deux surprises

Formalité ? Dans l'esprit des dirigeants de la FEN, sûrement ! Mais une formalité qui révèle toute son importance à l'occasion du 21 octobre. Dès le mois de juillet, la FEN prépare pour la rentrée une action sur les services publics : elle veut démontrer sa capacité d'entraînement unitaire. Si elle s'adresse formellement à tous, la FEN espère finalement se retrouver en famille avec ses partenaires du projet de recomposition. Ce sont d'abord les syndicats autonomes : le « groupe des dix », emmené par le SNUI, ainsi que la FASP. Ce sont ensuite les fédérations de fonctionnaires CFDT.

Mais elle rencontre deux surprises. La première s'appelle Force ouvrière : peu



partisane de l'unité d'action et encore moins favorable au projet de recomposition, FO choisit pourtant d'appeler à la grève générale le même jour que la FEN et la CFDT. Sans doute par calcul : en se joignant au front FEN-CFDT-autonomes, FO en dilue les frontières... La deuxième surprise vient de la CGT : au soir de la journée d'action du 30 septembre de la CGT, Henri Krasucki annonce la participation de sa confédération à la grève du 21 octobre, malgré la très vive opposition de Thérèse Hirszberg, diri-

geante de l'UGFF (fonctionnaires CGT) et de dirigeants confédéraux influents comme Warcholack et Alezard.

La CGT aura donc évité le piège : en s'abstenant d'appeler au 21, elle n'aurait pas seulement été absente d'une mobilisation importante, mais elle aurait endossé la responsabilité de la division. Elémentaire, mon cher Krasu... Il suffit de constater la gêne de la FEN ou la franche colère de la CFDT à l'annonce du ralliement de la CGT au 21 octobre pour comprendre

que les promoteurs de cette journée d'action ne comptaient pas sur la présence de la CGT...

Pourtant, un groupe non négligeable de l'appareil dirigeant cégétiste persiste à prôner ce qu'il faut bien appeler la politique du pire : en poussant objectivement à la réalisation d'une grande force social-démocrate, ce groupe escompte une clarification des positions. Il néglige seulement le fait que le projet de recomposition passe par l'écrasement de la CGT : celle-ci ne serait donc guère en mesure de

supporter la confrontation avec la nouvelle confédération ! Le choix de Krasucki était certainement le plus attendu des travailleurs : il est aussi le plus efficace contre les grandes manœuvres syndicales.

Le 21 et après ?

Voici donc venir une journée de grève générale du secteur public. Incroyable, mais vrai : CGT, CFDT, FO et FEN appellent le même jour. Et voilà comment, à la faveur d'un été, on est passé de manœuvres « à froid » à une mobilisation « à chaud ». Le projet de la FEN n'est certes pas abandonné. Mais la journée du 21 octobre n'est déjà plus un tremplin pour l'opération-recomposition. En effet, si au lendemain du 21 octobre, l'opération reparait (et elle reparaitra), elle se montrera dans toute son étroitesse. Sera-t-elle autre chose qu'une régression par rapport à l'unité sans exclusive réalisée le 21 ? Et pourquoi troquer l'unité d'action de tous contre une alliance restreinte à un courant idéologique ? La journée du 21 octobre apporte donc la démonstration « grandeur nature » que la meilleure façon de s'opposer aux grandes manœuvres, c'est de promouvoir l'unité d'action.

N. J.

ENTRETIEN AVEC ALFRED SOREL

ORGANISER LE DEBAT



Alfred Sorel, représentant de la tendance Unité et Action de la FEN.

A quelques jours de la journée de grève du secteur public, Alfred Sorel, représentant de la tendance Unité et Action de la FEN, a accepté de répondre à nos questions et de nous donner son point de vue sur les projets de « recomposition » syndicale.

□ Pour la grève du 21 octobre et la manifestation de la mi-novembre, les militants d'Unité et action sont pleinement mobilisés ?

Alfred Sorel — Tout à fait. Les mesures gouvernementales appellent le développement de l'action syndicale. Nous sommes donc satisfaits que notre fédération ait enfin accepté de contribuer au développement de l'action. Mais, une action, pour quoi faire ? Au service de quelle plate-forme ? On ne peut pas mobiliser les personnels, sans leur proposer des objectifs revendicatifs.

Or, sur ce plan, les diri-

geants Unité indépendance et démocratie (UID) de la FEN ont une attitude trouble. Ils ont commencé par refuser avec acharnement toute formulation de plate-forme dans leur texte. Sous la pression du conseil national, ils ont dû reculer, et le texte adopté à la quasi-unanimité précise les objectifs de l'action tels que, pour l'essentiel, nous les avons proposés. Or, aujourd'hui, tout se passe comme s'ils n'étaient pas engagés par le mandat du conseil national.

□ Qu'est-ce que c'est, la plate-forme ?

A. S. — Ce sont d'abord les revendications du secteur

de l'enseignement et de la recherche, et la nécessité de mettre en échec les décisions Monory : suppressions de postes, restrictions des crédits, renforcement de l'autoritarisme et des barrières hiérarchiques, aggravation des filières ségrégatives. Mobiliser les travailleurs sur leurs revendications, c'est le meilleur moyen de leur faire prendre conscience de leur communauté d'intérêts avec les autres secteurs.

La plate-forme, c'est aussi la dimension revendicative fonction publique : en particulier pour défendre le pouvoir d'achat. Le fait d'avoir désindexé l'évolu-

tion des salaires sur celle des prix permet au gouvernement de faire ce qu'il veut.

Comment conciliez-vous la revendication de « revalorisation » des professions enseignantes (catégories A et B) et la défense des bas salaires (catégories C et D) ?

A. S. — La « revalorisation » de la profession enseignante vise non à l'opposer à d'autres catégories, mais à la rendre attractive. Les étudiants fuient le métier d'enseignant pour des métiers mieux rémunérés à qualification égale. En région parisienne, par exemple, cent places en Ecole normale sont restées vacantes faute de candidats. Pour les bas salaires, il faut des mesures spécifiques de reclassement. Nous sommes d'accord avec une revalorisation plus importante pour les bas salaires, nullement contradictoire avec la revalorisation d'ensemble de nos professions.

Vous êtes la principale minorité de la FEN ; si vous aviez trente secondes pour présenter votre « carte d'identité », que diriez-vous ?

A. S. — Si nous avions la majorité, la FEN ne serait plus soumise aux aléas des conjonctures politiques. Elle prendrait donc effectivement en charge les revendications des personnels. Notre première exigence, c'est l'indépendance syndicale. Beaucoup de syndiqués ont reproché à la FEN, en 1981-1986, de s'être trop souvent comportée comme la courroie de transmission de la politique gouvernementale au détriment de la défense des collègues et du service public. Deuxièmement, nous essaierions de faire de la FEN le véritable lieu de convergence des catégories qu'elle syndique, pour faire prévaloir les intérêts communs.

Cela pose le problème de la structuration de la FEN, avec ses cinquante syndicats de catégorie. Quelles sont vos propositions ?

A. S. — La structuration doit évoluer, mais on ne peut pas décréter des changements, sans un débat démocratique et la volonté des catégories directement concernées. Déjà, on pourrait structurer des sous-sections de la FEN au niveau des communes par exemple : aujourd'hui, la FEN

n'existe qu'au niveau départemental ; en-deçà, il n'y a pas de lieu statutaire où les catégories puissent se rencontrer, par exemple pour préparer l'action.

Comment réagiriez-vous si la FEN mettait en place un cartel de structures syndicales dans la perspective d'une nouvelle confédération ?

A. S. — Nous refusons de nous poser cette question. Parce que nous pensons avoir les moyens d'empêcher que ces grandes manœuvres aboutissent à l'éclatement de la FEN. Nous sommes attachés à l'existence de la FEN, parce qu'elle permet à tous les personnels de se retrouver, par delà leurs divergences politiques, idéologiques, etc. Mais, si on s'orientait vers un regroupement syndical marqué par une option politique ou idéologique,

chacun comprend bien que cela aurait des conséquences sur l'unité des personnels.

Comment mettez-vous ce projet en échec ?

A. S. — La FEN a beaucoup à faire en tant que structure unitaire, au prix sans aucun doute d'évolutions internes tant du point de vue de son orientation que de son fonctionnement démocratique. Les questions de formation prennent de plus en plus d'importance dans la société. Et la FEN regroupe les personnels qui sont au centre de ces questions stratégiques.

La FEN est, et doit rester, une structure opérationnelle. Sur ce point, nous constatons des analyses proches avec nos camarades de l'Ecole émancipée, mais aussi avec des camarades UID à qui la direction fédérale cache les informations. Il faut donc continuer à

COMMENT GAGNER DANS LE SECTEUR PUBLIC ?

REUNION-DEBAT

MARDI 21 OCTOBRE A 15 HEURES
A NATION
(9, RUE DE TUNIS)

Avec Alain Krivine

et les militants LCR de la SNCF, des PTT, ministères...

alerter les personnels et à organiser le débat. Nous disons aux personnels : ne laissons pas faire. Nous expliquons pourquoi nous avons beaucoup à faire en

semble pour la défense et la transformation du service public. Qu'on ne compte pas sur nous pour apporter la moindre caution à une opération de division et

d'affaiblissement du mouvement syndical dans le secteur de l'enseignement, de la recherche et de la culture.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

POLEMIQUE

UNE LETTRE DE L'ECOLE EMANCIPEE

A la suite de l'interview de Jacques Pommatau publiée dans « Rouge » du 25 septembre, Alain Beitone, représentant de l'Ecole émancipée au Bureau de la FEN, nous a écrit.

Je viens de prendre connaissance de l'interview que vous a accordée Jacques Pommatau. Vous avez souligné à juste titre que le vote unanime du conseil fédéral pouvait surprendre. Mais la réponse de Pommatau est pour le moins allusive. La tentative de récupération par le secrétaire général de la FEN d'un événement qu'il n'a pas souhaité serait seulement dérisoire, si elle n'était pas nuisible à la cause de l'unité. C'est pourquoi je vous adresse cette mise au point.

Il s'est passé au conseil fédéral de la FEN, les 15 et 16 septembre, un événement important : non pas une convergence occasionnelle entre des dirigeants de tendances, mais une poussée unitaire émanant de responsables syndicaux, notamment des secrétaires départementaux de tous les courants. Dès lors que les propositions d'action du secrétaire général (grève nationale en octobre, manifestation nationale en novembre) apparaissaient à tous comme un fait nouveau et important, il était de simple bon sens que le CFN manifeste son unanimité sur ce point.

Or, à quelques minutes de la fin du CFN, trois tex-

tes (UID, UA, EE) étaient encore en présence. L'Ecole émancipée a alors fait à la tribune une ultime proposition d'une formulation acceptable par tous sur les modalités de l'action. Cette proposition, déjà re-

poussée en commission des résolutions par UID et ignorée par UA, fut à nouveau combattue par Jacques Pommatau, cette fois devant tous les membres du CFN. L'intransigeance du secrétaire général a rencontré

l'hostilité de la salle au point que la direction fédérale a dû demander une interruption de séance. A son retour, Jacques Pommatau a accepté ce qu'il refusait vingt minutes plus tôt. Tout en soulignant qu'il votait le texte à contrecœur.

Ce sont là des faits qui n'empêcheront pas les syndiqués de la FEN de mettre à profit la dynamique de l'unité pour remobiliser les personnels. Mais ce sont des faits qui rappellent que l'unité est toujours un combat. L'événement important est bien celui-ci : face aux agressions du pouvoir, dans un contexte de difficultés du syndicalisme, la volonté unitaire a prévalu sur les préoccupations manœuvrières et politiciennes de ceux qui, dans les états-majors de UA et UID, ne voulaient à aucun prix d'un geste unanime.

L'Ecole émancipée conserve des désaccords radicaux avec certaines formulations du texte du CFN. Son vote n'a été guidé que par la volonté d'aider à cristalliser une aspiration à l'unité et à la lutte. L'unité appartient maintenant à tous ceux qui l'ont imposée. L'Ecole émancipée ne revendique rien d'autre que la fidélité à sa tradition.

Alain Beitone



FAMILLE, JE VOUS AIME !

Etre riche, marié et avoir beaucoup d'enfants : tel est aujourd'hui le tiers gagnant dans la France des Chirac et Barzach.



« L'allocation de garde domestique » ne concernera que les familles les plus aisées. Pour les autres ? Débrouillardise oblige !

Présenté par Michèle Barzach, ministre de la Santé, et adopté par le Conseil des ministres du 8 octobre, le plan famille est résolument nataliste et centré sur ce fameux « troisième enfant » cher au cœur de nos démographes et de nos gouvernants.

Principale mesure, la réforme de l'Allocation parentale d'éducation (APE) créée par feu le gouvernement socialiste en janvier 1985. Cette allocation, versée aux parents (père ou mère) qui s'arrêtent de travailler à la naissance d'un troisième enfant, n'avait rencontré jusqu'ici qu'un succès limité : 17 000 bénéficiaires, alors qu'on en es-

comptait 32 000. Nette-ment insuffisant, a estimé Barzach, qui se fixe un objectif beaucoup plus ambitieux : 200 000 familles !

Salaire maternel

Pour cela, le montant de l'APE est porté à 2 400 francs par mois (sans plafond de ressources), et sa durée passe de deux à trois ans. Mais ce sont surtout les conditions fixées pour son attribution qui sont profondément modifiées : il suffira d'avoir travaillé deux ans

dans les dix ans précédant la naissance du troisième enfant, au lieu de deux ans dans les trente derniers mois selon la formule initiale. Le nombre des bénéficiaires potentiel se trouve ainsi très nettement accru.

Le sens de cette réforme est clair : c'est la création d'un quasi-salaire maternel au troisième enfant, pour inciter les femmes à rester ou à retourner au foyer.

Le coût de l'opération (5,8 milliards de francs)

projet social réactionnaire où l'accent est mis sur la valeur « femme au foyer ».

Ce projet se trouve conforté par une autre mesure : la suppression (toujours pour financer l'APE) du remboursement aux employeurs des trois jours de congé accordé au père, à la naissance d'un enfant. Même si ces trois jours étaient bien peu de chose en regard de ce que signifie un réel partage des tâches, leur suppression est néanmoins

couvrira 75 % des charges sociales. Alors que la pénurie d'équipements collectifs reste dramatique, cette mesure ne concerne qu'une toute petite minorité de familles, parmi les plus aisées. Il s'agit là, en effet, du mode de garde le plus onéreux !

Cette orientation en faveur des familles nombreuses et des familles aisées se retrouve de façon tout aussi nette dans les mesures fiscales adoptées par le Conseil des ministres du 15 septembre, dans le cadre de la loi de finances 1987. Désormais, le quatrième enfant, comptera pour une part entière (au lieu d'une demie) dans le calcul du revenu imposable. Les trois quarts des 400 000 familles de quatre enfants et plus étant déjà exemptées d'impôts par le jeu actuel du quotient familial, la mesure ne va donc toucher que les familles aux revenus supérieurs...

Sus aux concubins

Le nouveau dispositif fiscal pénalise en revanche très nettement les couples non mariés, par le plafonnement de l'avantage fiscal accordé aux parents isolés pour leur premier enfant. Voilà qui devrait satisfaire tous les pourfendeurs de l'union libre et donner un regain d'ardeur à cette croisade des temps modernes dont le *Figaro-Magazine* a pris la tête pour défendre la famille et le mariage.

Ordre moral, contrôle des individus, négation du droit au travail des femmes, risques de remise en cause de leur droit de choisir : c'est bien de cela qu'il s'agit. Et si, par crainte des mobilisations, le gouvernement hésite encore sur l'attitude à adopter quant à l'IVG, les plus farouches adversaires du remboursement n'attendent qu'une occasion pour passer à l'offensive. Face à une telle politique, l'ensemble des forces féministes et le mouvement ouvrier doivent dès maintenant se mobiliser. Pour la défense des acquis et des droits des femmes.

Anne-Marie Granger

1. L'Allocation au jeune enfant (AJE) est versée pour chaque enfant à partir du sixième mois de grossesse et pendant 9 ou 41 mois selon le revenu des familles. Son montant est de 800 francs par mois.

UNE POLITIQUE POUR LES FEMMES

Défendre le droit au travail des femmes, c'est lutter contre toute politique d'incitation au temps partiel et de précarisation de l'emploi, c'est lutter pour la diminution massive du temps de travail pour toutes et tous et en même temps pour un réel partage des tâches domestiques. Défendre la liberté de choisir, c'est aujourd'hui en premier lieu se préparer à défendre le droit à l'avortement contre toute tentative de remise en cause. Mais c'est aussi lutter pour la suppression définitive de toutes les clauses restrictives contenues dans la loi, et pour la création de centres d'orthogénie et d'IVG en nombre suffisant.

Le droit au travail accompagne nécessairement de la liberté de choisir. Ce qui suppose également que tous les enfants

desirés puissent être accueillis dans de bonnes conditions. Une réelle politique d'accueil de la petite enfance passe par la création massive d'équipements collectifs (crèches, écoles maternelles...) gratuits et de qualité, près du lieu d'habitation, financés par le patronat et les administrations. L'aide « à la famille » doit être remplacée par une allocation unique versée pour chaque enfant, permettant de couvrir réellement les frais de garde et d'entretien, et qui ne dépende ni des ressources des parents, ni de leur activité professionnelle, ni de la forme juridique de la famille. Une réforme de fond de la fiscalité est par ailleurs nécessaire : chaque enfant doit donner droit à la déduction d'une somme, égale pour tous, du montant des impôts. A.-M. G.

VIENT DE PARAÎTRE



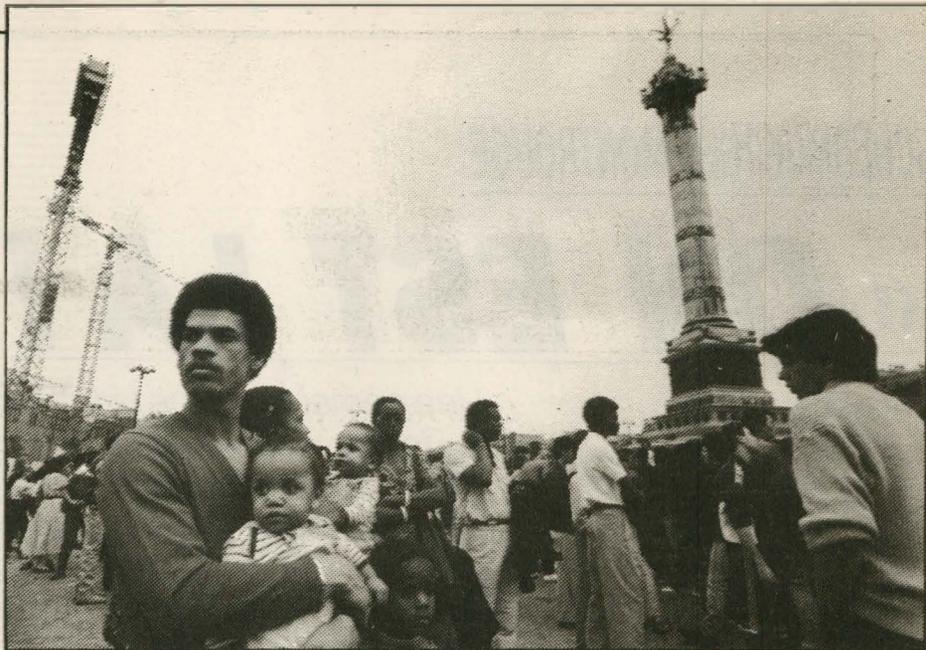
devrait être couvert par la suppression de diverses allocations ; paradoxe curieux, pour un gouvernement qui se veut nataliste, la suppression la plus rentable va toucher les familles où les naissances sont rapprochées : en cas de naissances distantes de moins de trois ans, la deuxième Allocation au jeune enfant (AJE) est supprimée¹. En fait, ce paradoxe illustre ce que nous dénonçons depuis longtemps : l'argument de la démographie n'est qu'un alibi, qui cache (mal) un

symbole : les enfants, c'est l'affaire des femmes, et d'elles seules. Qu'on se le dise !

Heureux les riches

La deuxième grande mesure annoncée par Michèle Barzach, c'est la création d'une « allocation de garde domestique » accordée, sans conditions de ressources, aux familles employant une personne pour garder leur enfant à la maison, et qui

SUS A L'IMPUR



Ce dont ils ont peur : l'entrée en action de nouvelles générations issues de l'immigration.

La réforme des conditions d'accès à la nationalité marque une nouvelle étape dans le harcèlement de l'immigration. Raison de plus pour se mobiliser.

Le gouvernement a donc choisi une ligne « dure » pour la réforme du Code de la nationalité. Il s'agit de restreindre les possibilités d'accès à la nationalité française. Maignon semble vouloir aller vite : le projet de loi est actuellement examiné par le Conseil d'Etat. Il devrait être prochainement soumis au Conseil des ministres, puis expédié au Parlement. Afin d'accélérer le processus, la discussion commencerait exceptionnellement par le Sénat.

Ce projet constitue une véritable régression juridique et une menace directe contre les dizaines de milliers de personnes qui, chaque année, acquièrent la nationalité française. La régression juridique remet en cause le « droit du sol » (*jus soli*, en latin), qui garantissait à un enfant né en France l'automatisme de l'accession à la nationalité. Ce principe important serait désormais battu en brèche par la nouvelle procédure.

Fortifications

Désormais, le postulant à la nationalité française devrait effectuer une demande auprès d'un juge et prêter un serment « de loyauté à la République française et de fidélité à la Constitution ». La nationalité ne serait plus un « état », mais une sorte d'adhésion et de privilège. L'exposé des motifs du projet de loi évoque la nécessité de ne pas « intégrer des personnes qui n'ont pas la conscience d'être devenues françaises ». De même, cet exposé prévoit des cas d'exclusion plus nombreux au regard des condamnations pénales en France ou à l'étranger ou par défaut d'assimilation à la communauté française.

C'est donc un véritable réseau de fortifications qui

ne sont pas seulement les « Algériens » qui seraient concernés, mais aussi tous les « pieds-noirs » et les harkis. Les autres jeunes issus de l'immigration, qui pouvaient facilement accéder à la nationalité française, se heurteront désormais à des difficultés plus importantes.

Après les lois Pasqua-Pandraud restreignant les droits à l'entrée et au séjour des étrangers, on voit se dessiner une étape supplémentaire d'un vaste projet qui vise, par pressions successives, à pousser les im-

migrés dans la zone de l'arbitraire permanent.

Quelle stratégie ?

Dans ces conditions, il est évident que c'est une stratégie d'ensemble que le mouvement antiraciste doit mettre en œuvre. Le débat sur cette stratégie doit être mené sereinement mais complètement. Depuis le 16 mars dernier, le retour de la droite aux affaires et le choc de l'arrivée des trente-cinq députés du Front national ont entraîné, dans certains secteurs, une forme de découragement.

Cette vision des choses néglige par trop l'existence de potentialités très importantes de mobilisation dans la jeunesse et même, tout simplement, chez beaucoup de gens attachés à la défense des droits démocratiques en général. Les deux cent mille personnes présentes au concert de SOS-Racisme, le 14 juin à la Bastille, tenaient, pour nombre d'entre elles, à manifester leur opinion antiraciste.

Tous ne s'engageront sûrement pas dans la lutte quotidienne contre les expulsions. Mais tous peuvent participer à la construction d'un rapport de forces établi au niveau national et qui détermine aussi ce que seront les mobilisations locales.

Chacune des grandes mobilisations nationales passées a produit des retombées politiques générales et des résultats concrets : libération de Toumi Djaidja, obtention de la carte unique de dix ans, engagements, même formels sur le droit de vote. Dans tous les cas il s'est agi d'une affirmation dans le pays d'un contre-feu au discours de l'extrême droite. Imaginons un moment que toutes ces démonstrations n'aient pas eu lieu...

Au-delà des problèmes de date, de mobilisations et de préséances organisationnelles, il s'agit de savoir si un coup d'arrêt peut être mis à la politique chiraquienne de harcèlement de l'immigration et de restriction des libertés. Nous pensons, quant à nous, que l'activité antiraciste doit à la fois consolider son enracinement local unitaire, le travail quotidien de défense et préparer des mobilisations nationales qui permettent de concentrer l'énergie contre les mesures anti-immigrées.

C'est le sens de la campagne que nous menons. C'est ce dont nous essayons fraternellement de convaincre les militants et militantes du mouvement antiraciste. Et au-delà, du mouvement ouvrier et démocratique.

Laurent Carasso
Albert Solal

A quand le port de « l'étoile jaune » ?



Les rédactions de *Rouge* et des *Cahiers du féminisme* remercient celles et ceux qui ont répondu le 14 octobre à son invitation à la projection, en avant-première, du film *Rosa Luxemburg*. Elles s'excusent auprès de tous ceux qui, faute de place, n'ont pu entrer dans la salle. Nous rendrons compte, la semaine prochaine, de cette initiative.

« ON EST LÀ ! »

Une semaine après la lutte (voir « Rouge » du 9 octobre), nous avons fait le point avec des grévistes de Schlumberger.

Après une semaine de lutte, le travail a repris mercredi 8 octobre à Schlumberger-Montrouge. Mais le comité de grève est toujours là, et bien là. Il vient de se réunir à la pause repas de midi pour « faire le point ». La direction a promis de mettre quatre-vingt-quinze emplois en face des quatre-vingt-quinze postes dont l'annonce de la suppression avait déclenché la grève mardi 30 septembre. Il s'agit maintenant de lui faire tenir parole. Pour le moment, les seules solutions proposées consisteraient à aller travailler à Paymatec, société du groupe Schlumberger qui fabrique les cartes magnétiques pour les PTT. Mais cela reste bien vague. Et puis Paymatec, ce serait les 3 x 8. Des conditions de travail très différentes de celles qui sont actuellement en vigueur dans le site de Montrouge. « Il faut donc faire très attention », souligne Micheline, membre du comité de grève. « D'autant, ajoute Jean, qu'il est question actuellement d'autoriser le travail de nuit des femmes... »

« Il y a pourtant du travail sur le site, explique Daniel, responsable de la CFDT, nous venons d'ailleurs de diffuser un tract afin de riposter à la dernière provocation de la direction qui consiste à faire effectuer actuellement des heures supplémentaires dans un atelier. Mais la direction en arrive toujours à la même équation : même s'il y a toujours du travail, il y a toujours trop de monde. »

« Le comité de grève, explique Micheline qui a « trente-trois ans de maison », c'est justement aussi une façon de montrer au patron que l'on est là, que les travailleurs existent. Qu'il n'y a pas que les organisations syndicales et que nous sommes au cœur du problème, tous solidaires. »

« Nous », comme elle dit, ce sont en très grande majorité des femmes. Elles sont trente au comité de grève qui regroupe environ une cinquantaine de personnes. Les piquets qui interdisaient l'entrée des ateliers pendant la grève étaient en grande partie — sinon en totalité — féminins.

« Elles ont été en tant que femmes le ciment de la

grève, explique Jean, responsable de la CFDT. Il souligne l'importance de la participation de membres du comité de grève aux négociations qui se déroulent actuellement avec la direction. « C'est un acquis, une reconnaissance. » Cela permet aux grévistes de tout voir, de tout connaître, de « savoir ce que propose chaque organisation syndicale ». Ce qui ressort d'un compte rendu de négociation est « toujours plus ou moins filtré. Là, tout se fait au grand jour ».

On retrouve presque toutes les familles politiques et syndicales du mouvement ouvrier au comité de grève. Difficile de faire mieux. De la CGT à FO en passant par la CFDT, la CFTC et une observatrice de la CGC. Certains militants au PC, à la LCR, à Lutte ouvrière... et tout le monde se supporte. « Il n'y a pas de problème à ce niveau-là. Je trouve que c'est bien, j'ai même été surprise », ajoute Micheline.



Le travail a repris, mais le comité de grève est toujours là.

La grève a eu un sacré impact. Elle « a créé une unité dans le personnel », explique-t-elle. C'est bien utile. Car rien n'est réglé pour l'instant. On reste mobilisé. Même celles qui n'étaient pas directement touchées par les suppressions de postes sont conscientes que cela pour-

rait être leur tour dans six mois, un an.

« C'est important, remarque Jean, parce qu'on baignait depuis quelque temps, comme tous les travailleurs de France avec un petit coup sur la nuque. En ne sachant pas trop où l'on allait, pour des raisons politiques et syndicales. Comme dans beau-

coup d'entreprises, c'est l'individualisme qui l'emportait. Il a été cassé complètement. Et une collectivité s'est créée dans l'action. Même les moins chauds n'étaient pas violemment contre la grève... »

Propos recueillis par Michel Morel

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Réussir le 21 octobre !

Le 21 octobre, une grève de tout le secteur public et nationalisé est appelée par la FEN, FO, la CGT, la CFDT et les autonomes. C'est la première fois, depuis des années, que l'ensemble des syndicats appelle à faire grève le même jour. Cette journée sera donc très suivie.

Dans les autres secteurs, on sent bien qu'une journée réussie servira à tous. Il n'y en a pas tant de journées de riposte à Chirac, alors que pas une journée ne passe sans que soit annoncée une nouvelle attaque.

Oui, il y a toutes les raisons de faire grève ce jour-là. Contrairement aux calomnies qui les visent, les fonctionnaires ne sont pas des nantis, des privilégiés. S'ils font grève, c'est que la perte des salaires depuis 1982, par le blocage des rémunérations et l'augmentation des cotisations sociales risque de s'accroître du fait de la menace d'un nouveau blocage. S'ils font grève, c'est que le gouvernement Chirac veut, dans ce secteur aussi, casser l'emploi. 26 000 suppressions de poste sont ainsi prévues au budget 1987, alors que tant de jeunes attendent un premier poste.

Et pendant ce temps, la précarité se développe. Avec elle, la privatisation au nom de laquelle tout devrait être rentable, comme la santé et les transports !

Pourquoi une seule manifestation ?

Malgré l'appel à la même date, les directions nationales des syndicats trouvent le moyen d'organiser, chacune pour ce qui la concerne, leur propre cortège, à

des heures et sur des parcours différents. Pour l'heure, à Paris, la FEN appelle à 10 h 30 à Montparnasse, la CGT à 11 h à la République, FO à 15 h à la Bastille, la CFDT à Bastille également, mais à 11 h. Rien ne justifie cette dispersion alors que tout le monde appelle à la même journée.

Déjà, ce fut laborieux pour que tous les syndicats s'accordent sur la même date. La CGT s'y est finalement ralliée. Mais pour les états-majors syndicaux, il est sans doute trop dur d'appeler à la même heure, au même endroit, à la même manifestation... C'est irresponsable !

Tous les travailleurs attachés à l'unité, tous les syndicalistes soucieux avant tout de l'intérêt du mouvement auront à cœur d'exiger une seule manifestation le 21 octobre. Attention ! Il y a un risque de voir amoindri par une division le bénéfice d'une grève réussie dans la rue.

Ensemble, contre Chirac

Un licenciement dans le privé, une suppression de poste dans le public, ça fait deux chômeurs de plus. Voilà ce qui fait l'unité tous les secteurs le 21 octobre. Tout le monde est concerné parce que tout le monde est frappé par le chômage et la précarité de l'emploi.

Alors, public et privé, il faut réussir le 21 octobre. Pour frapper fort tous ensemble. Pour que le lendemain, on envisage ensemble, dans l'unité, comment continuer jusqu'à satisfaction des revendications.

Rendez-vous, en grève, le 21 octobre.

Une coquille dans l'article « La force d'un comité de grève », paru dans « Rouge » la semaine dernière pouvait laisser croire que la CGT assistait au comité de grève de Schlumberger à titre d'observatrice. Il s'agissait en fait de la CGC. La CGT était bien citée une ligne plus haut parmi les organisations syndicales parties prenantes du comité de grève.

LE SMIC EN MORCEAUX ?

Le SMIC est dans le collimateur : demi-salaires, licenciements à volonté, et Sécurité sociale, ce gouvernement ne nous épargne rien...

Les coups bas ne cessent de pleuvoir sur le salaire minimum ! Yvon Chotard, dans sa campagne pour l'élection du futur président du CNPF, s'en est d'abord pris à lui. C'est une « intervention de l'Etat (...) qui va quelquefois au détriment de l'emploi. (...) Il n'est donc pas compatible avec un régime libéral... » Bref, supprimez-moi cela !

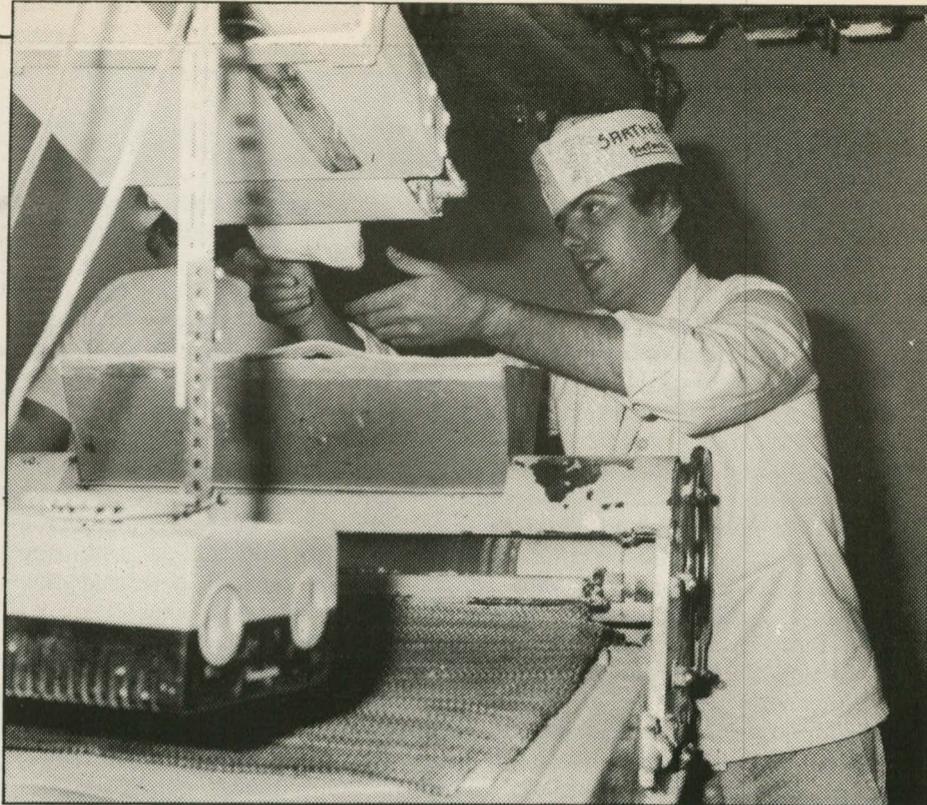
Balladur expliquait, quant à lui, dans une récente interview à l'Expansion, que le SMIC « pose problème. Rien n'est plus redoutable que de raisonner en terme de droits acquis intangibles ». Et de préciser : « Le coût de la vie n'est pas le même en province qu'à Paris (...) Ne faudrait-il pas différencier le

SMIC selon les régions, selon les branches ? »

Heu-reux !

Ah, les patrons rêvent ! Embaucher au-dessous du SMIC ! Pour Décider (le journal du RPR pour une « libre entreprise », diffusé à 150 000 exemplaires), la chose est déjà acquise.

Faisant le tour de la palette des TUC mis en place par le gouvernement Fabius, ainsi que des stages et contrats impulsés par Séguin, il conclut : « C'est bien le niveau du taux horaire minimum que l'on a diminué pour telle ou telle embauche du plan jeune, comme pour les éventuels "petits boulots" (...) »



De seize à vingt-cinq ans, et de 17 à 75 % du SMIC : c'est la palette des contrats, des TUC, des stages d'initiation. Et Séguin propose de les étendre jusqu'à quarante-neuf ans !

Les jeunes devraient s'estimer heureux, n'en conclut pas moins le journal du RPR, qui propose aux candidats à l'embauche un discours éloquent à l'égard des patrons. « J'ai envie de travailler, je ferai le maximum et de plus, grâce à de telles dispositions, mon salaire n'est plus une charge inacceptable mais (...) une source nouvelle de développement. » (sic !). Mais de développement pour qui ? On se pince ! C'est presque un modèle de soumission de l'esclave à son maître. Le maximum de travail garanti

en échange de quelques dizaines de milliers de francs qui ne permettront même pas de vivre de façon autonome, à partir de ses propres ressources !

De son côté, ce brave monsieur Séguin serait, paraît-il, contre la suppression du SMIC. Quelle blague ! Sa plus récente trouvaille consisterait à étendre les contrats de formation en alternance, réservés jusqu'ici au moins de vingt-cinq ans — et rémunérés entre 2 000 et 2 500 francs par mois — aux moins de cinquante ans ! Retenue, cette suggestion constituerait bel et bien le dernier souffle du salaire minimum. La possibilité serait alors offerte à tout patron d'embaucher à n'importe quel prix un travailleur de seize à quarante-neuf ans. Economie évidente pour les patrons, le prix de la force de travail serait évalué entre 2 000 et 2 500 francs. « La somme de deux mille francs semble d'ailleurs devenir une nouvelle référence, note un responsable syndical de l'ANPE, on la rencontre de plus en plus souvent. »

charmes ont décidément ces diables de PME, dans lesquelles n'existe pas — ou si peu — d'implantation syndicale.

Marché de dupes

C'est bien là d'ailleurs que semble résider la manœuvre patronale. Elle consisterait à accorder un semblant de droit de regard aux organisations syndicales dans les petites entreprises en ce qui concerne, par exemple, la mise en place des congés de conversion. Mais à une condition : que les syndicats acceptent de remplacer partout, dans les petites entreprises comme dans les grandes, l'autorisation administrative sur des licenciements futurs, par la mise directe en préretraite ou en formation des salariés visés. Un vrai marché de dupes ! Toute suppression d'emploi deviendrait ainsi une calamité légale. Des mesures tout à fait proches avaient été proposées par Michel Delebarre, ministre du Travail du gouvernement Fabius... Elles avaient, à l'époque, été repoussées.

Salaires de misère, licenciements à loisir : ce n'est que le début de la liste. Une fois n'est pas coutume, nous éprouvons les mêmes « angoisses » que monsieur André Bergeron à propos de l'avenir de la Sécurité sociale, des retraites, du système de protection sociale en général. Hausse du forfait hospitalier, réduction des remboursements à 100 %, marche accélérée vers l'épargne individuelle pour remplacer les prestations, retraites, tout y passe ! Ce gouvernement ne se refuse rien.

Des questions demeurent à ce propos. A quoi sert de négocier quoi que ce soit dans de telles conditions ?

Michel Morel

P.-M. B.

Esclavage ou travail salarié ?

Pendant ce temps, les Echos du 7 octobre titrent : « Le CNPF séduit les syndicats ». Alors qu'elle mène l'offensive contre le salaire minimum, l'organisation patronale négocie en effet avec les confédérations syndicales le « remplacement » de l'autorisation administrative de licenciement. Et que propose-elle donc ? Tout simplement de généraliser les préretraites et les congés de conversion, d'étendre ces deux mesures aux salariés des petites entreprises, dans lesquelles il n'est pas obligatoire de présenter un plan social en cas de suppression d'emplois ! Que de

Le tissu industriel alentour ne se porte pas mieux. A Cherbourg, les licenciements ou les menaces de suppression de postes font des ravages dans l'électronique (Alcatel) ou dans le textile. A Nantes, les réductions d'emplois sévissent dans l'agro-alimentaire, des « p'tits Lu » aux bières du groupe BSN. On le voit, la crise de la navale a bon dos, quand il s'agit de justifier les attaques contre l'emploi !

Il est encore temps de rassembler tous les travailleurs des chantiers navals, de Nantes à La Seyne, de Cherbourg à La Ciotat, de La Rochelle à Dunkerque, pour une grande manifestation nationale. Car c'est une branche industrielle entière, connue pour ses traditions ouvrières, que les patrons sont en train de démanteler.

La tourmente sur la navale n'épargne aucun site. Alstom, sur la côte Atlantique, vient d'annoncer la fermeture totale et immédiate de Dubigeon à Nantes. En dix ans, le chantier a vu ses effectifs passer de 2 500 à environ 500. Cette fois, les patrons mettent la clé sous la porte. C'est la mort de la navale nantaise. A Cherbourg, sur la Manche, le chantier des Constructions mécaniques de Normandie (CMN) est menacé d'amputation immédiate de la moitié de ses effectifs. Quant à l'avenir...

Dans chaque ville et région concernées, les conséquences dépassent évidemment, et de loin, les enceintes des chantiers. Les emplois induits sont directement menacés. Les petites entreprises qui travaillaient pour « la navale », ferment et disparaissent à leur tour.

Tous les chantiers navals sont en danger de mort, à l'exception de Saint-Nazaire, seul rescapé de toute une branche industrielle.

Profitant de la fermeture des chantiers navals pour instaurer, à la place, des zones franches : c'est fort ! Madelin, ministre de l'Industrie, vient de réussir son coup. Trois « zones d'entreprise » devraient être créées à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat. Du gâteau pour les capitalistes qui veulent venir s'y établir. Ils bénéficieront de dix ans d'exonération totale de l'impôt sur les sociétés. En même temps, ils profiteront d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, au savoir-faire réputé, mise à leur entière disposition par la fermeture des chantiers du groupe Normed (Nord-Méditerranée). Les congés de conversion, proposés par Madelin et avalisés par FO et la CFDT, seront une simple monnaie d'échange qui aura cours en zone franche !

ENSEMBLE, POUR SURVIVRE

KANAKY BON DIEU ! MAIS C'EST BIEN SUR !

Nous avons retrouvé pour vous dans le journal des débats de l'Assemblée nationale consacré à la séance du 8 juillet dernier ce brillant exercice de raisonnement policier. L'auteur en est le ministre des départements et territoires d'outre-mer, Bernard Pons.

« En Nouvelle-Calédonie, il y a une seule et unique communauté, qui est la communauté calédonienne, véritable mosaïque constituée de différents groupes, le plus important étant celui des Métais (...) Voilà la mosaïque qui constitue la seule et unique communauté calédonienne qui, depuis des années et des années, vivait dans la paix et la fraternité jusqu'au jour où sont arrivés sur le territoire certains Européens, membres de la Ligue communiste révolutionnaire (Applaudissements sur les bancs des groupes du RPR, UDF et Front national), des communistes et des trotskystes qui, par idéologie ou un calcul bien déterminé, ont voulu provoquer des tensions et se sont appuyés sur certaines analyses dites scientifiques pour démontrer que

la Nouvelle-Calédonie appartenait aux Mélanésiens qui en étaient les premiers occupants. »

Élémentaire, mon cher Watson ! Passons sur le reste de cette palpitante contribution qui aborde le problème de la datation au carbone 14 des poteries comme celui de la démission de la légalité républicaine.

Le brave docteur Pons, sans doute plus nourri de rapports de gendarmerie que d'ouvrages d'éthnologie, a ainsi découvert ce qui a transformé le paradis — vu du côté caldoche — en zone d'émeutes.

Pendant ce temps, il faut aller chercher dans l'*International Herald Tribune* du 13 octobre — la presse française s'étant faite discrète — un reportage complaisant, sur le déploiement militaire français. Savez-vous qui vient apporter la civilisation et l'assistance sanitaire aux Kanaks ? Les paras du 8^e régiment d'infanterie de marine qui étaient à Beyrouth il y a deux ans et intervenaient au Tchad l'année dernière. Belles références !

TOUT POUR LA GUERRE RIEN POUR LE PEUPLE

890 morts, 10 000 blessés et près de 200 000 sans-abri, tel est le bilan provisoire au 14 octobre du terrible séisme qui a ravagé San Salvador et sa périphérie. L'aide internationale commence à s'organiser et les cinq pays d'Amérique centrale — Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Salvador et Guatemala — ont demandé que l'aide urgente soit inscrite à l'ordre du jour de l'ONU. Des observateurs commencent cependant à s'étonner de la destination prise par l'aide sanitaire américaine : tandis que les hôpitaux civils et les postes de secours souffrent d'une pénurie de matériel, l'aide américaine s'est exclusivement consacrée à l'hôpital militaire.

Les Etats-Unis illustrent encore une fois leur préférence : des milliards ont été alloués à l'armée et aux infrastructures salvadoriennes pour lutter contre la guérilla et la révolution centre-américaine.

□ Difficultés à s'entendre sur la composition du gouvernement israélien. Après la rotation qui donne la place de Premier ministre à Yitzhak Shamir, dirigeant du Likoud, les discussions acheminent sur la personne de Yitzhak Modai, ancien ministre des Finances et de la Justice qui avait dû démissionner en juillet après avoir insulté son Premier ministre, Shimon Pérès. Le Likoud, dont Modai est membre, veut le réintégrer dans le nouveau cabinet.

LE RETOUR DES PISTOLEROS

En abattant Gerald von Braunmühl, directeur politique du ministère des Affaires étrangères, la Fraction armée rouge a lancé un défi à l'appareil d'Etat ouest-allemand. Avec la cible choisie, un haut fonctionnaire haut placé mais peu connu du public, les enfants d'Andreas Baader prennent de court les services de police.

Jusqu'à présent, la RAF s'était attaquée soit à des objectifs américains, soit essentiellement à des patrons comme le patron des patrons de RFA, Hans-Martin Schleyer assassiné en 1977, ou plus récemment, Ernst Zimmermann en 1985, et Karl-Heinz Beckurts en juillet dernier.

En visant le bras droit du ministre Dietrich Genscher, la RAF pose un casse-tête : comment protéger des centaines de cibles potentielles ?

COURTS...

SAMBRE ET MEUSE GACHE L'ACIER

L'usine Sambre et Meuse, à Saint-Brieuc, est bien connue dans la région. C'est un bastion du mouvement ouvrier local, à forte implantation CGT et PCF. Elle s'est fait une réputation au travers de luttes importantes, notamment en 1971 et en 1981, (provoquant l'une des premières interventions policières du septennat de Mitterrand !). Elle comptait 800 salariés en 1976. 300 postes ont été supprimés depuis par le biais des licenciements et le jeu des départs en préretraites.

Aujourd'hui, la direction veut supprimer une soixantaine d'emplois alors que l'entreprise ne connaît aucune difficulté financière. Cela dans le seul but de modifier sa production. La direction applique ainsi les directives de la communauté européenne concernant les entreprises spécialistes de l'acier moule. La CEE a créé un « fonds de restructuration de l'acier moule » (FRAM) à cet effet. Il a pour but d'indemniser les patrons qui acceptent de fermer leur usine. Le gouvernement Mauroy avait analysé ce plan... créant quelques problèmes au sein du PCF... à propos des ministres communistes.

La direction inaugure également la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Elle annonce tout de go qu'elle licencie pour s'orienter vers des productions plus rentables, qui fournissent infiniment plus de profit ! Bel exemple de cynisme patronal... La riposte commence à s'organiser. Une première manifestation à Saint-Brieuc a regroupé environ 200 personnes à l'appel de la CGT. Le PCF, la LCR, LO et la FEN soutenaient la manifestation.

On croit rêver ! Imaginez-t-on les terroristes grimper les montagnes et arpenter les vallées en cachant leur pain de plastique au fond d'un sac à dos, ou d'une poche d'anorak ? Grottesque ! Mais que ne ferait pas un gouvernement pour avoir l'air de faire quelque chose. Surtout, au moment où il négocie sous le sceau du secret, avec des Etats qui, eux, n'ont pas besoin de passer par la vallée de l'Ubaye pour organiser un attentat à Londres ou Paris.

On expédie donc des appels, au fusil chargé, crapahuter dans les vallées alpêtres. La « lutte contre le terrorisme » — ou ce qui tente de se faire passer pour tel — a fait sa première victime. On lui rendra les honneurs. Mais qui l'a tué ? Une politique qui n'hésite pas à expliquer au « peuple » que « c'est la guerre ».

DES ASSISES POUR L'EMPLOI A CAEN

« Unir », une association de jeunes contre le chômage et le travail précaire, créée début juillet à Herouville-Saint-Clair, près de Caen, a organisé début octobre l'occupation de la mairie et de l'OPAC. Estimant que le droit au logement était un droit élémentaire, elle manifestait en faveur d'un chômeur, père de famille qui se trouvait à la rue depuis le 1^{er} octobre.

Cette question du logement des chômeurs sera d'ailleurs l'un des points de rencontre-débat, lors des assises locales pour l'emploi des jeunes qu'organise Unir, le 25 octobre prochain, à Herouville.

□ Les travailleurs des chantiers de Normandie à Grand-Quevilly, près de Rouen, ont décidé avec leurs syndicats CGT et CFTD d'occuper le dernier bateau dont ils sont en train d'achever la construction. Ils entendent ainsi réclamer la poursuite des activités sur le site, le maintien de leur emploi.

MORT DANS LA VALLEE !

Un mort, une balle en pleine tête, dans la vallée de l'Ubaye ! Un jeune appelé à perdu la vie, jeudi 2 octobre, dans l'après-midi, lors d'une relève. On vérifie alors que les armes ne présentent pas de danger. Le « coup de sécurité » fut fatal.

Mais pourquoi donc une balle, dans un fusil, pour monter une garde dans la vallée de l'Ubaye ? C'est que, depuis plusieurs jours, des patrouilles mixtes gendarmerie-armée et armée-police de l'air veillent. Elles surveillent les frontières, dans le cadre des mesures prises par le gouvernement Chirac, pour lutter contre le terrorisme.

On croit rêver ! Imaginez-t-on les terroristes grimper les montagnes et arpenter les vallées en cachant leur pain de plastique au fond d'un sac à dos, ou d'une poche d'anorak ? Grottesque !

Mais que ne ferait pas un gouvernement pour avoir l'air de faire quelque chose. Surtout, au moment où il négocie sous le sceau du secret, avec des Etats qui, eux, n'ont pas besoin de passer par la vallée de l'Ubaye pour organiser un attentat à Londres ou Paris.

On expédie donc des appels, au fusil chargé, crapahuter dans les vallées alpêtres. La « lutte contre le terrorisme » — ou ce qui tente de se faire passer pour tel — a fait sa première victime. On lui rendra les honneurs. Mais qui l'a tué ? Une politique qui n'hésite pas à expliquer au « peuple » que « c'est la guerre ».

□ A Elbeuf, Seine-Maritime, les ouvriers de Kléber-Colombes luttent contre un plan de licenciement qui prévoit le remplacement d'une partie du personnel par des jeunes sous contrat dans le cadre du plan emploi-jeunes du gouvernement.



... METRAGES

HAMBURGER FRITES

90 % des employés des Mac Donald et autres fast-foods travaillent à temps partiel. Une convention collective nationale est en discussion, mais la chambre patronale de l'alimentation et de la restauration rapide refuse de mettre en cause une chose : l'avantage acquis du repas pris sur place est automatiquement égal à un hamburger frites...

SNCF GREVE A SOTTEVILLE-LES-ROUEN

Une vingtaine de locomotives bloquées, dont une rame postale : les cinquante cheminots du dépôt de Sotteville (ceux qui entretiennent les machines et font le plein d'essence) tiennent là un vrai trésor de guerre. Depuis lundi 6 octobre, ils refusent les compressions d'effectifs et exigent le maintien des roulements et des compensations financières pour les horaires de nuit. Les cadres ont de multiple foitété de reprendre des machines. Les cheminots se sont alors enchaînés sur les voies. La direction brandit la menace de révocation. Le conflit, très dur, risque de s'étendre si elle met les menaces à exécution. Lundi, les camarades de la LCR distribuaient un tract pour informer les cheminots de l'agglomération. Chose que n'avaient même pas encore faite les organisations syndicales. C'est pourtant bien l'heure de sortir de l'isolement pour les grévistes.

□ A Forges-les-eaux, c'est le casino qui est occupé depuis plus d'un mois par les employés qui, à 90 % ont refusé un compromis où la direction acceptait de réduire le nombre de licenciements qu'elle avait prévu.

ENCORE UN VERRE

Les Assurances générales de France (AGF), l'une des trois premières sociétés nationales « dénationalisables » avec Paris et Saint-Gobain, viennent d'acheter un vignoble du Bordelais, de cent soixante et onze hectares dans le Haut-Médoc, le Château-Larose-Trintaudon. Production annuelle : un million de bouteilles ! Aucun intérêt, direz-vous... Si ! C'est tout de même drôle de voir une société d'assurances vendre du pinard ? Non ? On peut même imaginer qu'elle distribue un prospectus avec chaque bouteille : l'assurance ne paraît chère qu'avant l'accident !

Plus sérieux, les mêmes AGF seraient en train de faire acheter en bourse des titres des AGF par les Sicav (sociétés d'investissement à capital variable) qu'elles possèdent. Histoire de continuer à contrôler son capital soi-même en cas de dénationalisation... Encore un verre de Médoc, mon cher président ?

A EN PLEURER

PIEZ POUR LUI !

Tonton ne veut pas finir grand-père à l'Elysée. Il ne se sent pas d'en reprendre pour un bail présidentiel. Tellement dérisoire est le pouvoir des hommes. Oui, vraiment, pourquoi s'accrocher ? Bien sûr, si des événements majeurs intervenaient, à la dimension des capacités de Tonton, il pourrait changer d'avis. Mais, pour l'heure, accaparé par ses tâches, le Président préside et les candidats s'ébrouent.

Le message est clair : retenez-moi ou je remplis... Et déjà, des profondeurs du pays, monte l'angoisse. Et si Tonton n'était pas candidat pour de bon ? Saint-Tonton, priez pour lui. Rassurez-vous. Tonton sera candidat, justement parce qu'il a dit le contraire.

C'est de la politique, vous ne pouvez pas comprendre : si Tonton se déclarait maintenant, il perdrait le bénéfice de sa position, et se rangerait au même niveau que la foultitude des prétendants.

Il y a un événement majeur qui pourrait le faire renoncer : c'est la certitude de perdre une veste. Au train où va la cohabitation, Mitterrand conserve toutes ses chances. D'être battu.

Nicolas Jeanson

BASQUES : LA TRAUQUE

Jesus Jimenez Zurbano, réfugié basque, a été arrêté le 2 octobre à Carcassonne alors qu'il se rendait à une convocation de routine de la gendarmerie... Une façon comme une autre de placer les autres réfugiés dans une situation impossible. Le Collectif des réfugiés politiques basques dénonce « le harcèlement et la traque auxquels est soumise la communauté des réfugiés basques dans

ce pays de la part du gouvernement français avec la collaboration du gouvernement espagnol ».

Une campagne d'information est en cours : communiqués de presse, tracts, pétitions, préparation d'une manifestation pour le procès à Montpellier. L'union départementale CFDT et VVAP (Volem Viure Al País) ont déjà pris position contre cette arrestation. Le PC et la CGT doivent le faire prochainement... le PS est pour l'instant absent à l'appel.



NOSTALGIE, NOSTALGIE

Les 11 et 12 octobre, se déroulait au Bourget la fête annuelle des « Bleu-Blanc-Rouge ». Entendez, le grand rassemblement annuel de toute ce que l'Hexagone compte de beaufs racistes, de nostalgiques des guerres coloniales et du règne du si regretté Maréchal. Comme chaque année, ce fut l'occasion d'un grand discours politique de Le Pen. Ceint de son écharpe de député, le caudillo du Front national fustigea la mollesse de Chirac face à l'immigration et an-

nonça sa candidature à la prochaine élection présidentielle. Mais tout ce folklore — auquel il faut évidemment ajouter la grande messe claudéenne selon le rite de Saint-Pie V — ne visait qu'à amuser la galerie. A se promener dans les allées de la fête on tombait sur un tout autre spectacle et une littérature directement inspirée des archives du III^e Reich.

Ainsi, pour le modeste prix de dix francs, vous pouviez acheter un opuscule intitulé *les Tribulations*

COURTS...



... METRAGES

ABONNEMENTS MILITANTS LA MI-TEMPS

1 250 abonnements militants remontés jusqu'à ce jour : nous en sommes à la moitié de notre objectif. En une semaine, nous avons donc plus que doublé les rentrées. C'est bien, mais c'est encore insuffisant. D'autant que, pour nombre de villes ou des sections de la LCR sont implantées, l'argent ne fait à peine que remonter.

Il faut donc mettre tout de suite le paquet. La réalisation de l'objectif des 2 500 abonnements militants est, nous l'avons suffisamment dit, la condition de survie de la formule actuelle. Faute d'y parvenir, nous ne pourrions très longtemps soumettre notre budget à d'insupportables tensions. Chaque militant, chaque sympathisant de la LCR, chaque lecteur de *Rouge* a donc, entre ses mains, le sort de notre irremplaçable instrument de bataille politique.

Nous sommes confiants dans la mobilisation de ceux et celles qui ont intérêt à la poursuite de l'expérience en cours. Dans de nombreuses villes, des initiatives sont prises pour relancer les ventes publiques. Dans d'autres, un effort particulier est consenti pour faire apparaître le journal. Ainsi, les camarades de Vélizy (Hauts-de-Seine), nous ont-ils écrit pour nous indiquer qu'ils organisaient, début novembre, un cercle ouvert ou serait abordée la défense de *Rouge*. A Clichy, dans le même département, les militants de la LCR organisent des forums et une fête, le week-end prochain. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

Voilà qui est de bon augure. Mais rien ne serait plus néfaste que de se relâcher, fût-ce de quelques semaines.

Si vous voulez que *Rouge* vive, aidez-nous à atteindre l'objectif des 2 500 abonnements militants. Proposez à vos amis, à vos connaissances de souscrire un abonnement de soutien, au tarif de 200 francs pour un trimestre (400 francs pour un semestre, 800 francs pour l'année). Multipliez les ventes de masse sur les marches, devant les gares, etc. N'oubliez pas de diffuser *Rouge* sur vos lieux de travail, de le faire connaître autour de vous, de le proposer à vos collègues.

En mars dernier, nous avons réussi à mener à bien la plus importante souscription électorale de l'histoire de la LCR. Nous en sommes sûrs, nous réussirons la bataille de défense de l'hebdomadaire. Et ainsi, vous disposerez, chaque semaine, d'un souffle d'air frais, du seul journal capable de vous étonner. A commencer par le 30 octobre !

□ Rouge organise deux forums, le samedi 18 octobre, à 18 h 30, au centre de loisirs de Clichy, 55, rue Villeneuve, Métro Mairie de Clichy. Le premier, sur la rentrée sociale, sera animé par des militants LCR de Schlumberger et de Renault-Billancourt. Le second, consacré à la politique xénophobe de la droite, accueillera Samia Messaoudi et Mehdi Lallaoui. Notre camarade Alain Krivine participera à cette rencontre qui sera suivie d'une fête.

□ A paraître très prochainement : *Chroniques vietnamiennes*. Cette revue trimestrielle en langue française, est éditée par le Groupe trotskyste en France. Si vous vous intéressez à la situation au Vietnam, ne manquez pas sa sortie.

d'Ali-El-Klandé. Anonymes, ses courageux auteurs ne veulent sans doute pas encourir les foudres de la loi qui réprime les incitations à la haine raciale. La brochure se présente en effet comme une suite de dessins satiriques décrivant les « aventures » d'un immigré « clandestin ». Au fil des pages, les « potes » de Lyon se voient décrits comme des incendiaires d'automobiles. Le premier emploi de l'immigré clandestin consiste à détrousser les vieilles dames dans la rue. Son second

emploi le conduit à poursuivre les femmes dans les parcs. Quand il perd son « emploi », l'immigré pille allégrement les ressources de « notre » Sécurité sociale, avant de « s'épanouir grâce au regroupement clandestin ». Arrêtons-là avant de vomir. Il y bel et bien deux Front national. Côté pile, celui des notables ventripotents qui prétendent à l'honorabilité ; côté face, celui des petits Blancs haineux et qui rêvent à l'auteur de *Mein Kampf*.

INVITATION AU DEBAT ?

Le rapport de Georges Marchais au dernier comité central énumère les interrogations sur l'orientation du parti. Ce serait être sourd que de ne pas y répondre.

Dans les jours qui viennent, huit cents assemblées doivent réunir, à l'initiative du Parti communiste, celles et ceux qui souhaitent débattre avec lui. Comme pour lancer ces discussions, le rapport de Georges Marchais semble ouvrir un nouveau tour de débat, concernant — tout simplement — la stratégie politique du parti.

« Nous ne mettons aucun préalable pour agir en commun avec ceux qui sont d'accord pour lutter contre la crise. Nous ne faisons de croix sur personne. » Message du secrétaire général aux adhérents éloignés, aux autres forces politiques, l'avenir précisera cette déclaration faite le 3 octobre à RTL. L'exégèse des textes ne remplacera pas une évidence, le Parti communiste connaît un énorme problème d'orientation politique. On se rappelle l'orientation du XXV^e Congrès, au terme duquel l'Union de la gauche était mise à mal

alors que, furtivement, un paragraphe du document final la réintroduisait dans l'arsenal du possible. Vieille tactique de plume où se mêlent deux ou trois options qui serviraient aux différents virages.

Questions en suspens

Ce 1^{er} octobre-là, place du Colonel Fabien, la façade « ouverture » fut utilisée. « Alors l'union, avec qui ? Au fond, ce que vous proposez, c'est le rassemblement derrière vous... Nous répondons : non... Nous l'avons dit au XXV^e Congrès, " nous sommes toujours favorables à une coopération entre notre parti et d'autres formations politiques dès lors qu'elle vise des objectifs anti-crise ". » Voilà exhumée cette partie sur l'union des travaux des assises de Saint-Ouen. Soit. Georges Marchais insiste sur ce point : « Pour agir avec nous, nous ne demandons, bien sûr, à aucune formation politique de devenir un parti révolutionnaire (...) Cela signifie-t-il que l'union avec d'autres forces est devenue une simple hypothèse d'école ? Ce serait considérer que la disposition des formations politiques et le rapport des forces actuel seraient en quelque sorte éternels. Qu'il serait impossible pour la classe ouvrière et les forces populaires de se rassembler. »

La question reste en suspens. A énumérer les interrogations réelles sans y répondre, le rapporteur du comité central semble inviter au débat. Et sur une question relevant d'un congrès national, celle de l'orientation du parti dans le rapport des forces actuel au sein de la gauche. Ce ne sont pas de petites interrogations. Quand le secrétaire général introduit de cette manière-là les huit cents assemblées (« Voilà ce que nous allons expliquer dans les larges débats que nous allons organiser et qui doi-

vent nous permettre... d'avoir des discussions vivantes, ouvertes, enrichissantes... », dit-il), il convient de le prendre au mot. Quant il presse « toutes celles et tous ceux, sans exclusive aucune, de discuter ensemble », ce serait être sourd que ne pas répondre à l'appel.

Toutes les formules

Puisque Georges Marchais ne fait de croix sur personne, les communistes révolutionnaires de la Ligue auraient tort de se sentir exclus d'un débat communiste. Justement, la question de l'union, sur une base anti-crise, représente bien, dans les luttes de tous les jours, dans les syndicats et au plan politique la question centrale. Encore faut-il mettre à jour les raisons des échecs passés. Comment prétendre au débat sans un

retour critique sur les années de l'après-10 mai, années qui officiellement étaient exclues de tout bilan.

En fait, toutes les formules politiques ont été exploitées dans les deux dernières décades. Le combat sans union et l'union sans combat, le refus d'offrir un débouché politique à une grève générale, le débouché électoral sans luttes. Au fond, la question est bien là. Hier — il y a vingt ans bientôt —, une grève générale de dix millions de travailleurs ne représentait pas pour le PCF une force suffisante pour conquérir le pouvoir. Mieux valait ce qu'il a réalisé, l'union de 1972, sans grève avec, à l'époque, le groupuscule PS (5 % en 1969).

Le PCF s'unit donc avec le PS sur un accord profond : leur volonté d'une situation sociale maîtrisée, canalisée vers les urnes. De succès de la gauche, les deux partis n'entendaient

qu'un grand soir électoral éliminant par essence toute activité sociale tapageuse compromettant l'équilibre fragile des urnes.

Et puis, l'heure de la rupture avec un PS envahissant conduisit, de 1978 à 1981, le PC à une tactique de combats partiels sans union, et sans succès, qui le mena dans les cabinets ministériels de juin 1981. Brusquement, l'union sans combat succédait aux combats sans union, avec une variante inédite depuis la Libération, l'union pour l'austérité contre les combats ouvriers.

Alors, l'union ? En effet, l'union des forces ouvrières, dans leur bataille quotidienne contre les empiètements du capital, et l'union des forces syndicales et politiques pour imposer par la grève un gouvernement aussi fidèle aux travailleurs que ce gouvernement Chirac l'est aux patrons. Voilà notre piste de réflexion.

Jean Lantier

L'ouverture contenue dans le rapport de Marchais au dernier comité central ne pourra faire l'économie d'un retour sur le bilan des stratégies successives du parti.



REFLEXIONS D'UN MILITANT

Comment, dans une grande ville comme Toulouse, un militant vit-il la situation du PCF ? Francis Saint-Dizier, qui se revendique de la revue « M », a accepté de répondre à nos questions.

Quel bilan tires-tu de la soirée de présentation de la revue « M » qui s'est déroulée fin juin ?

Francis Saint-Dizier — Cent sept personnes se sont déplacées, un soir où se jouait un match de foot de l'équipe de France, comptant pour le Mondial. Il y avait des militants du parti, d'autres qui l'ont quitté à différentes périodes. La solution, pour eux, n'est pas d'adhérer au Parti socialiste. Cette conviction était commune à tous les participants : il existe au Parti communiste un acquis, un potentiel militant à sauver. Il faut aussi constater, avec regret — mais c'est, peut-être, un fait significatif — que la génération de 68 était surreprésentée. Ceux qui étaient présents ont connu la lutte contre les guerres coloniales, Mai 68, et la signature du Programme commun. Par contre, nous ne parvenons pas à mobiliser les générations plus récentes, celles qui ont essentiellement vécu la rupture avec le PS.

Justement, qu'est-ce

qu'a représenté le Programme commun ?

F. S. D — Le Programme commun est apparu comme une perspective stratégique dans le parti autour des années 1965-1966. Si il n'était pas une bonne perspective stratégique, on ne peut dire, contrairement à ce que dit aujourd'hui la direction du Parti, qu'il n'était qu'un combat d'appareils. Il a fallu, jusqu'en 1972, un véritable combat de masse pour arriver à la signature du Programme commun. L'erreur ? Nous avons agi comme si le mouvement pouvait se figer : ils avaient signé (les socialistes) et puis c'est tout. Il ne restait plus qu'à réactualiser. Souvenez-vous de cette bataille débile sur la réactualisation. Je dis débile, parce qu'au lieu de se battre pour la conquête des masses, on se battait sur les textes.

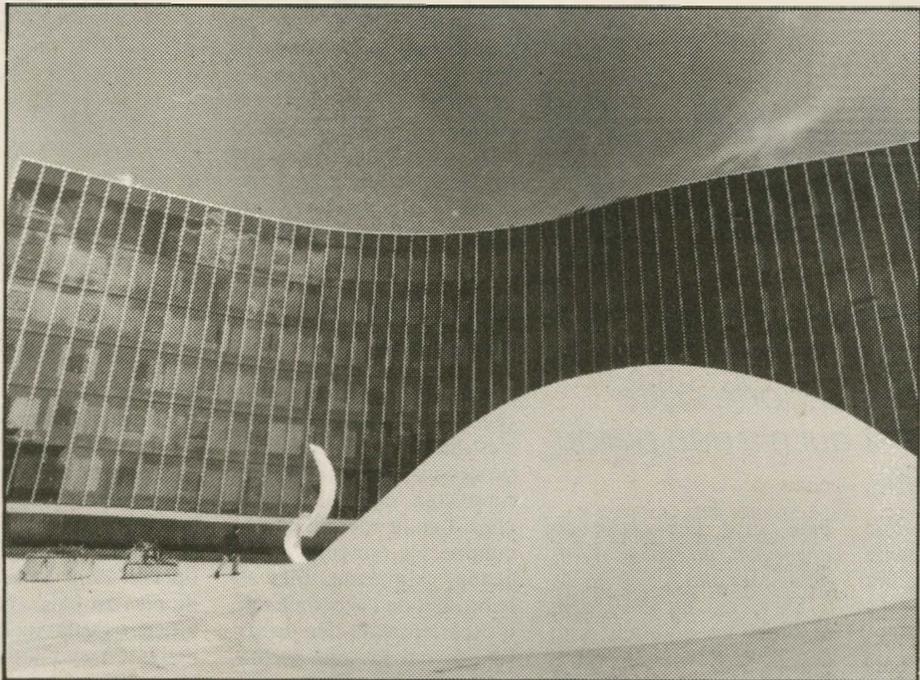
Donc, tu penses que la politique du Programme commun était au départ une bonne politique ?

F. S. D — La bataille pour

l'hégémonie que les militants ont menée pendant une dizaine d'années et qui a conduit à la signature du Programme commun, avait permis d'imposer certaines idées-clés : la nécessité d'investir le pouvoir, de le prendre, et le caractère incontournable du débat sur la propriété des moyens de production.

De même sur les questions internationales, les ouvriers qui votaient pour le PS ont participé aux manifestations contre la guerre au Vietnam qui avait été engagée par la direction de leur propre parti¹. Des points avaient donc été marqués dans le sens d'une hégémonie des idées révolutionnaires et internationalistes. Ensuite, le texte ayant été signé, nous avons uniquement mis sur le rapport de forces électoral alors que la bataille aurait dû se continuer dans la lutte de tous les jours.

Ces militants qui se reconnaissent dans la démarche de « M » se situent-ils tous de la même



« Le XXVI^e Congrès n'aura de sens que s'il est préparé autrement que les précédents. »



« Drainer un certain nombre de communistes, voire d'organisations communistes, afin que ne se perde pas un potentiel militant. »

► **manière dans le débat actuel ?**

F. S. D — Non, parce que certains pensent qu'il y a encore des choses à attendre d'un combat interne au PC. D'autres pensent au contraire qu'il n'y a rien à en attendre parce que l'appareil, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, est indécrottablement bureaucratique, qu'il se reproduit lui-même, par cooptation permanente.

Personnellement, je suis militant du PCF, j'y reste tant qu'on ne m'en exclut pas, et je n'ai pas envie de rejoindre le PS. S'il peut y avoir un mouvement marxiste, révolutionnaire en France, il sera autonome et c'est pas dans le PS que cela peut se passer.

Je ne partage pas le point de vue de Fiszbin qui explique qu'il faut adhérer au PS parce que c'est le seul moyen de ne pas être marginalisé, d'avoir des élus, etc. Il vaut pourtant mieux rester marginal en essayant d'animer des débats d'idées, des clubs, des batailles concrètes, plutôt que d'aller chez les socialistes et de se reperdre dans un combat d'appareil.

Ceci dit, il est inutile d'espérer faire progresser les choses si on se cantonne à un débat interne dans le Parti communiste tel qu'il fonctionne. En plus, il faut se confronter aux idées des autres. C'est pour cela, d'ailleurs, que j'accepte de parler ici, comme j'accepte de parler ailleurs.

□ **Quel travail pensez-vous faire autour de « M » ?**

F. S. D — M a réussi à regrouper suffisamment de gens se réclamant de courants divers dans le marxisme pour que cette revue

fonctionne comme un lieu de rassemblement et de débat théorique.

Un de nos projets est d'organiser un débat avec des communistes italiens et portugais. Il reste, en Europe, deux grands partis communistes : l'italien et le portugais. Il s'agit de se demander pourquoi tant de PC se sont effondrés et pourquoi d'autres se sont maintenus. En France, le PC va lui aussi disparaître comme force importante et il faut donc chercher comment sauver de cette force militante, ce qui peut encore être sauvé. Georges Marchais ironise et nous crédite de 0,5 % des effectifs du parti. Peut-être, mais c'est déjà une garantie pour que la revue puisse vivre.

□ **Et pour le XXVI^e congrès, quels sont vos objectifs ?**

F. S. D — Le XXVI^e congrès n'aura de sens que s'il est préparé autrement que les précédents. Aujourd'hui, le truc, c'est le « grand rassemblement populaire majoritaire ». Qui n'est pas d'accord avec cette formulation ? Notre objectif est donc de parvenir à ce que le parti change son mode de fonctionnement bureaucratique et figé. Lénine n'a jamais dit, par exemple, que les tendances ne devaient pas exister dans un parti communiste. Jamais, il n'a dit cela ! Donc, il faut inventer de nouvelles formes de débat qui permettent à la base et à la direction de discuter des mêmes choses. Ça veut dire qu'il peut exister des courants de pensée, des communistes différents, qui ne sont pas faits dans le même moule.

□ **Et sur le plan de l'orientation ?**

F. S. D — Nous ne propo-

sons pas une stratégie de rechange. Mais nous pouvons nous appuyer sur un certain nombre de points concrets. Par exemple, sur la question de la bombe, il faut revenir à une position simple qui s'appelle le pacifisme. Il faut exiger que la France abandonne la force nucléaire et sorte de l'alliance atlantique.

De même, sur l'internationalisme prolétarien, il y a des questions qui me paraissent simples à régler : est-ce



« On ne peut faire progresser les choses si on se cantonne à un débat interne. Il faut se confronter aux idées des autres. »

que oui ou non, on est pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie ? Moi, je réponds oui. La direction du parti, elle, ne répond pas. Ce qui veut dire qu'elle pense non.

La politique du parti depuis ces dernières années est une politique liquidatrice de nos acquis internationalistes. Concernant le Tchad, Georges Marchais continue de dire aujourd'hui : « L'histoire nous apprendra si on a eu raison d'y aller ! » Pour moi, l'intervention au Tchad est néo-coloniale, elle vise à

maintenir l'hégémonie de l'impérialisme français en Afrique.

Sur l'analyse des pays socialistes, là aussi, il faut être concret. Il ne faut pas dire : en Union soviétique, peut-être que sur le plan des libertés, des problèmes exis-

d'immigrés. Dans le PCF, dans le mouvement syndical, cette question n'existe pas. On est solidaire des immigrés parce qu'ils sont immigrés, mais la prise en compte du phénomène ne va pas au-delà.

Tout cela, ça ne forme pas une perspective straté-

1986, on a géré la crise capitaliste.

Il ne faut donc jamais refuser l'unité quand elle se fait sur une base claire. La seule chose qui fait progresser, c'est le mouvement. Il vaut mieux une grève sur des objectifs limités que pas de grève du tout et la discussion avec le patron. Parce que, dans la grève, on va gagner du savoir-faire, ou du savoir tout court, révolutionnaire.

□ **Et par rapport aux regroupements d'alternative comme La gauche ouverte à Toulouse, qui se posent les questions comme celles que tu abordais tout à l'heure : le pacifisme, le nucléaire, l'internationalisme, les luttes ouvrières, les immigrés, quelle est votre attitude ?**

F. S. D — Mon attitude, c'est de participer, et d'essayer de drainer derrière moi un certain nombre de communistes, voire d'organisations communistes sur ces sujets-là. Mon but, c'est d'éviter que se perde ce potentiel militant, en lui donnant la possibilité de participer à ces mobilisations, si on ne veut pas que ces communistes se mettent à cultiver les choux ou à aller voir les révolutions ailleurs comme on regarde les matchs de foot à la télé.

Propos recueillis par nos correspondants

1. C'est en effet un gouvernement sous direction SFIO qui a entraîné la France dans la guerre coloniale en Indochine après la Seconde Guerre mondiale.

ROSA,

L'ANTI-LENINE ?

EN TÊTE

On a beaucoup écrit sur la polémique qui opposa Lénine et Rosa Luxemburg. Et on a dit beaucoup de choses fausses. Antoine Artous apporte cette semaine sa contribution à un débat qui n'a rien perdu de son actualité.

Pour Rosa, la prise du pouvoir était considérée comme quasiment résolue par le mouvement politique du prolétariat.

On présente souvent Rosa Luxemburg comme « l'anti-Lénine », celle qui, tout en restant fidèle à la tradition révolutionnaire du marxisme, ne serait pas tombée dans le piège d'une vision « autoritaire » du parti révolutionnaire qui mène tout droit à Staline. Parfois, comme par exemple dans les années qui suivirent

Reste effectivement que Rosa Luxemburg a mené une polémique contre les conceptions de Lénine dans un célèbre article de 1904 : *Question d'organisation de la social-démocratie russe*. Elle y dénonce sa vision du centralisme et de la discipline de parti en des termes d'ailleurs équivalents à ceux du jeune Trotsky. Il ne faut pour autant pas oublier le caractère conjoncturel de ce texte.

La polémique de 1904

Ainsi, en 1906, Rosa défend Lénine contre Plekhanov, dirigeant menchevik, qui accuse les bolcheviks de « blanquisme ». En fait, la polémique porte sur la tactique politique de ces derniers durant la révolution russe de 1905. Plekhanov leur reproche de s'être lancés dans l'insurrection. Rosa Luxemburg est explicite : « Nous contestons que les camarades russes de l'actuelle majorité aient été victimes d'errements blanquistes au cours de la révolution, comme le leur reproche le camarade Plekhanov. Il se peut qu'il y en ait eu des traces dans le projet organisationnel que le camarade Lénine avait rédigé en 1902,

mais c'est une chose qui appartient au passé, à un passé lointain. »

De même, en 1918, dans sa brochure pourtant critique sur la Révolution russe, Rosa Luxemburg n'accuse en rien — comme certains le font à l'époque — les bolcheviks d'avoir lutté pour la prise du pouvoir. Au contraire, affirme-t-elle, leur « mérite impérissable dans l'histoire [est] d'avoir pris la tête du prolétariat international en conquérant le pouvoir politique ».

Il ne faut d'ailleurs pas oublier que Lénine, en 1907, reconnaît lui-même que vingt ans plus tôt, dans *Que faire ?*, il avait un peu « tordu le bâton » en exposant sa vision du parti. On aurait tort de faire de ce livre le *nec plus ultra* des conceptions « léninistes » de l'organisation, sans prendre en compte l'ensemble de l'expérience et des écrits qui font suite.

Pourtant, il existe bien une grande différence d'approche sur la question du parti entre Lénine et Rosa Luxemburg. Elle ne porte pas essentiellement sur l'appréciation du rôle décisif de la « spontanéité » des masses. A plusieurs reprises, Lénine a montré toute l'importance qu'il accorde à la dynamique du mouve-

ment de la classe ouvrière. C'est précisément sur ce mouvement qu'il s'appuie, non seulement contre les mencheviks mais, en 1905 comme en 1917, contre ceux des bolcheviks qui développent un « conservatisme d'organisation » ou une politique opportuniste.

Une vision différente

Ce qui est en jeu dans cette approche différente, c'est finalement la vision du processus révolutionnaire. Là encore, elle n'existe pas chez Lénine dès le départ comme l'a prétendu la légende stalinienne. Elle est le produit de l'accumulation d'expériences et des théorisations qui les ont accompagnées. Au centre des préoccupations de Lénine se trouvent la lutte politique et la lutte pour le pouvoir. Cela n'a rien à voir avec un quelconque « blanquisme », c'est-à-dire avec une stratégie sans lien avec le mouvement de la classe ouvrière. La Révolution d'octobre 1917 n'est en rien « un coup de main ». Mais il est frappant de voir comment, dès 1905, la question de l'insurrection est centrale dans la réflexion de Lénine. Avoir un parti capable de l'organiser, lors de l'échéance suivante, devient un souci constant.

Rosa Luxemburg développe une vision différente, même si, nous l'avons vu, elle soutient politiquement Lénine contre les mencheviks. Elle insiste essentiellement sur la place de l'auto-activité des masses au travers de la grève générale et sur la façon dont cette auto-activité balaie tout sur son passage. Y compris les hésitations ou les réticences des organisations constituées.

En face d'elle se trouve la social-démocratie allemande

dont elle sent, mieux que Lénine d'ailleurs, tout l'aspect conservateur. Son problème essentiel n'est pas de construire un parti pour lutter pour la prise du pouvoir, mais de souligner l'importance de la dynamique du mouvement des masses et la nécessité de s'appuyer sur lui pour pousser en avant un parti déjà construit. Elle oppose donc à la tactique de plus en plus « parlementariste » de la social-démocratie, l'auto-activité socio-politique du prolétariat.

Mais, jamais ne sont précisées les conditions de lutte pour le pouvoir. Dès lors, cette lutte n'apparaît que comme un moment d'un processus plus vaste et non comme la question centrale à partir de laquelle s'organise une stratégie politique. Claudie Weil, dans l'interview qu'elle nous a accordée la semaine dernière, insiste à juste titre sur cet aspect des choses.

Parti et « mouvement propre »

En schématisant un peu, on pourrait dire que, pour Rosa, la prise du pouvoir politique (du moins les conditions qui président à cette prise du pouvoir) sont considérées comme quasiment résolues par le mouvement politique propre de la classe ouvrière.

La seule condition devient que ce mouvement soit orienté par une bonne propagande de la direction du parti. En 1904, dans sa polémique contre Lénine, Rosa Luxemburg écrivait d'ailleurs : « La social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, elle est le mouvement propre de la classe ouvrière. » Et c'est ce « mouvement propre » qui produit organiquement les formes d'organisation nécessaires à la lutte prolétarienne.

Il est dans ces conditions quelque peu stupide de vouloir établir des « bilans comparatifs » des apports réciproques de Rosa Luxemburg et de Lénine. Il n'en est pas moins important de voir comment les désaccords entre eux sur la question du parti renvoient en fait à des compréhensions différentes du processus révolutionnaire.

Antoine Artous



1968, on fait de Rosa le chantre de la puissance sans borne de la « spontanéité » opposée à toute forme d'organisation.

C'est, sur ce dernier point, faire preuve d'ignorance de l'histoire et des textes. Rosa Luxemburg avait trop d'expérience, d'envergure politique et théorique pour ignorer toute l'importance de l'organisation politique du prolétariat. Donc pour elle — comme d'ailleurs pour ses contemporains — de l'organisation en parti. C'est oublier aussi à quel point elle fut peu « libérale », en matière d'organisation lorsqu'elle participa directement à la direction du Parti social-démocrate polonais. C'est aussi oublier la façon dont, en 1905, elle demandait le renforcement de la centralisation et de l'autorité de la direction social-démocrate face aux syndicats qui, à l'époque, s'opposaient à la perspective de la grève politique de masse que le parti, lui, avait adoptée.

« Le mérite impérissable des Bolcheviks, avoir conquis le pouvoir politique », disait Rosa.





Ce ne sera pas pour cette fois, mon bon Ronnie !

EST-OUEST

COUP DE FROID A REYKJAVIK

Echec et déception. Toute la presse a brodé sur ce thème après la rencontre de Reykjavik. Si l'impossibilité d'un accord Reagan-Gorbatchev sur l'IDS n'inaugure pas un retour à la guerre froide, elle témoigne des difficultés d'un retour à la détente.

Moins d'un mois après la signature à Stockholm d'un accord concernant le désarmement, moins d'un an après le sommet de Genève. Reagan et Gorbatchev se sont séparés sans avoir conclu d'accord. Le prochain sommet entre les deux hommes est repoussé à une date indéterminée. On pouvait lire dans *Rouge* du 23 septembre dernier, après l'accord de Stockholm : « *Il est pourtant trop tôt pour parler de "dégel"*. » Assistait-on aujourd'hui au terme de la situation qualifiée par certains de prédétente ?

La rencontre de Reykjavik représente un échec pour les tenants de la négociation au sein de l'administration américaine. L'un de leurs représentants, George Shultz, décrit ainsi — le sens du message est clair — que les Etats-Unis étaient « *profondément déçus* », même s'il devait souligner que des « *accords potentiellement extrêmement importants* » sur le contrôle des

armements étaient apparus au cours des entretiens.

La pierre d'achoppement

Le projet américain d'Initiative de défense stratégique (IDS), la fameuse « *guerre des étoiles* », a constitué la pierre d'achoppement. En effet, Reagan n'accepte pas de limiter aux laboratoires les expériences liées à ce projet comme le demandait Gorbatchev. Il tient comme à la prunelle de ses yeux à la poursuite des essais dans l'espace pour développer ce projet de « *bouclier antimissile* ».

Reagan ne veut pas qu'on touche à son système de défense « *des peuples du monde libre* ». Gorbatchev réplique qu'il faudrait être « *fou* » pour accepter de ne pas y toucher. Pour l'un comme pour l'autre, cette question est au cœur de leur projet politique.

L'arrivée au pouvoir de l'équipe Reagan en 1981 provoqua une rupture dans les conceptions stratégiques et diplomatiques américaines. Finies la détente, la recherche d'un « *équilibre* », d'une parité nucléaire avec l'URSS. Face à ce que les idéologues reaganiens appellent, avec le sens de la nuance qui les caractérise, « *l'empire du mal* » il s'agissait de se montrer les plus forts. En tout temps et en tout lieu, sur terre, sur mer, dans les airs et l'espace, la suprématie américaine devait s'exercer. L'agressivité de la citadelle impérialiste se manifesta notamment dans les négociations mais aussi sur le terrain. Directement, en expulsant des diplomates soviétiques, mais aussi indirectement.

L'intervention de plus en plus ouverte contre le Nicaragua, le bombardement de Tripoli et la campagne d'intoxication antilibyenne, les interventions systématiques sur la question du terrorisme en Europe, quand ce ne sont pas les obstacles mis aux sanctions contre l'Afrique du Sud, l'Amérique entend bel et bien dé-

montrer que rien ne se fait sans elle, ni contre elle. Reagan avait jusqu'alors bénéficié d'un relatif consensus intérieur, en particulier dans la course aux armements. L'énorme accroissement des dépenses militaires remplissait une fonction décisive de marché de substitution pour relancer l'économie du pays.

Remous à Washington

Aujourd'hui le temps est cependant fini où le Congrès n'avait rien à refuser au président. Après s'être fait tirer l'oreille pour voter des crédits à la contraincaraguayenne, les élus américains ont infligé un camouflet à l'administration, en passant outre son veto à des sanctions contre Pretoria. Et le débat en cours sur l'enveloppe de la Défense a vu le Sénat, pourtant à majorité républicaine, accepter au début de ce mois le volume global des dépenses (558 milliards de dollars contre 562 demandés), tout en prenant des distances importantes quant au contenu. Les sénateurs ont demandé l'interdiction des tests d'armes nucléaires et antisatellites, de la production d'armes chimiques, le gel des dépenses antimissiles et le maintien de l'adhésion au traité SALT 2 de limitation des armes stratégiques, signé en 1979 mais jamais officiellement ratifié par les Etats-Unis.

Déjà, en mai 1985, l'hôte de la Maison-Blanche avait dû accepter de limiter l'augmentation des dépenses militaires au taux d'inflation (de l'ordre de 3 % par an), puis avait dû prendre acte du vote de la loi Gramm-Rudman qui, le 11 décembre 1985, l'obligea à réduire radicalement le déficit de l'Etat pour revenir à l'équilibre avant 1991. Tailler dans les dépenses sociales comme le souhaite Reagan est, aux yeux du Congrès, insuffisant et c'est pourquoi il préconise le ralentissement de la course aux armements.

Ces débats se reflètent dans l'administration américaine. Quand le secrétaire d'Etat, George Shultz, très lié à la Trilatérale, œuvre à la négociation Est-Ouest, il voit le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, lui lancer une peau de banane.

La course aux armements est aussi un problème majeur auquel s'est attaqué Mikhaïl Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir au printemps 1985. Technologiquement et économiquement, l'URSS est confrontée à des difficultés dans ce domaine.

Le secrétaire général du PCUS s'est donné comme priorité la modernisation de l'économie soviétique. Pour appliquer un certain nombre de réformes politiques et administratives pour accroître l'efficacité de l'appareil productif, il ne peut continuer à suivre l'impérialisme dans son escalade. Le choix opéré par la nouvelle équipe, qui semble avoir repris en main l'appareil du parti et l'armée, vise à transformer les faiblesses conventionnelles et nucléaires de l'URSS en autant d'avantages sur le plan politique.

Priorités du Kremlin

Face à Reagan, la bureaucratie soviétique entend tirer le parti maximal des divisions américaines et surtout du sentiment pacifiste et antinucléaire en Europe. Ce n'est certes pas un hasard si, dans la nouvelle politique soviétique, la souplesse a été de rigueur concernant les missiles de portée intermédiaire et le théâtre européen. Ce qui explique sa cascade de propositions : depuis l'interdiction des essais nucléaires, avancée en même temps que l'annonce d'un moratoire unilatéral de l'URSS dans ce domaine lors du quarantième anniversaire d'Hiroshima, à l'élimination des armes nucléaires d'ici l'an 2 000 et à la destruction des stocks et système de production d'armes chimiques.

L'objet de cette offensive de charme est bien sûr de donner aux dirigeants soviétiques un look entièrement renoué, profitant de l'incapacité de l'administration Reagan de reprendre l'offensive politique sur ce terrain. Mais les changements politiques de la diplomatie soviétique butent sur la défense des intérêts propres de la bureaucratie. Le respect des droits des peuples s'arrête aux limites de la sphère d'influence de l'URSS. Il n'en reste pas moins que le contenu des propositions avancées par Gorbatchev rencontrent habilement les aspirations antiguerre et la volonté d'enrayer la marche de l'holocauste nucléaire qui existent dans le monde.

Loin de se mettre à la remorque du régime soviétique c'est en développant ces sentiments, en accentuant la mobilisation, en Europe mais aussi aux Etats-Unis, en soutenant les mouvements pacifistes à l'Est comme à l'Ouest que les peuples se donneront les moyens de pas assister en spectateurs à des négociations de sommet.

Jean-Jacques Laredo

VENT NOUVEAU SUR SEOUL

Après le soulèvement philippin, la dictature sud-coréenne se trouve confrontée au renouveau de la contestation populaire. Malgré le tour de vis répressif, les chances de stabilisation sont de plus en plus étroites.

Pour Chun Doo Hwan, le dictateur sud-coréen, l'attentat com-

Sud-Coréens sous une chape de plomb.

Récemment, l'un des leaders de l'opposition résumait la situation en ces termes : « Ici, il n'y a pas d'exécutif, il n'y a que des exécuteurs. » Personne n'a oublié en effet que Chun est arrivé au pouvoir après avoir fait massacrer près de deux cents personnes à Kwangju, une ville traditionnellement contestataire. Et, le sang continue de couler : pour les six premiers mois de 1985, les comités sud-coréens pour les droits de l'homme recensaient près de cinq cents disparitions et autant de cas de torture.

Nouveau souffle

La répression ne parvient cependant pas à réduire au silence les partisans de la démocratie. Ainsi, les élections de février 1985 ont vu émerger un authentique parti d'opposition. Le Nouveau parti démocratique coréen a enregistré près d'un tiers des suffrages exprimés. Un sérieux coup dur pour le Parti de la justice et de la démocratie de Chun, même si après un dépouillement frauduleux, celui-ci a réussi à s'attribuer la majorité des sièges parlementaires.

La répression sauvage, une tradition du régime de Chun. Ici, de longues files de prisonniers après l'insurrection de Kwangju.



La dictature de Séoul, un pion essentiel du dispositif américain dans le Sud-Est asiatique.

de débat et de concertation.

Ce vent nouveau souffle d'abord sur les campus. Entre novembre 1983 et août 1984, chaque université voit apparaître une association autonome d'étudiants, associations qui ne tardent pas à se constituer en fédération nationale. Le mouvement est influencé par d'anciens leaders des années soixante-dix qui ont

découlé : il faut multiplier les actes de solidarité avec les autres secteurs en lutte dans la société. Cette nouvelle orientation subit son baptême du feu en janvier 1984. Les associations étudiantes organisent une campagne pour la réintégration d'une quinzaine d'étudiants expulsés de leur faculté pour « activité impure ». Les manifestations



Lors des émeutes de Kwangju en 1980, les étudiants criaient déjà : « Non au gouvernement militaire ! »

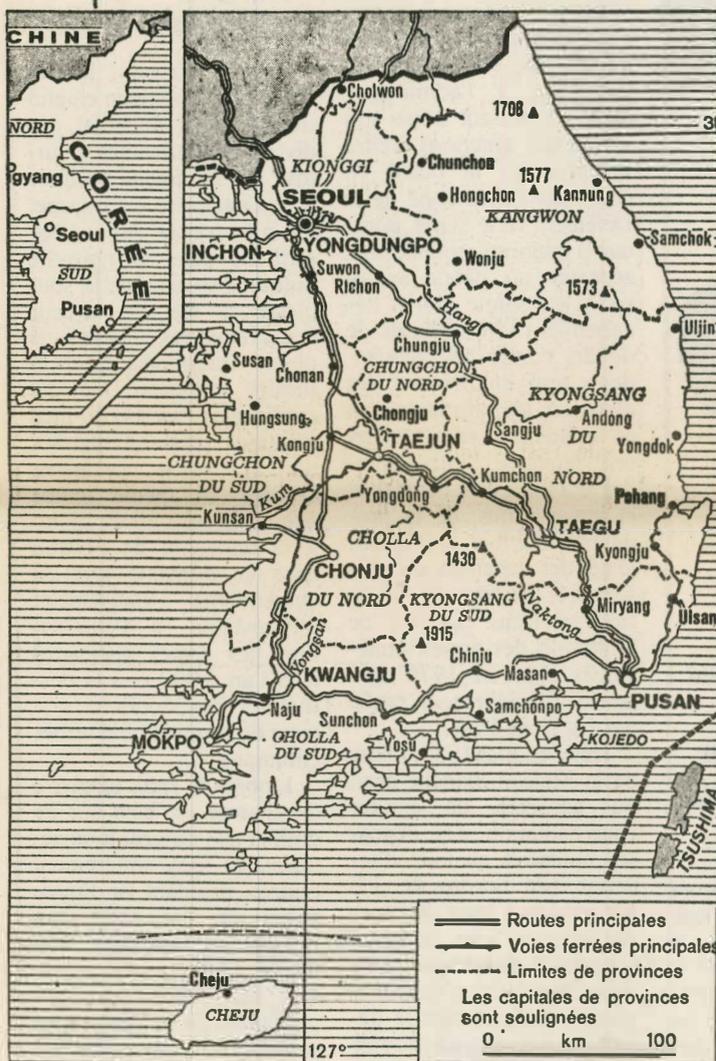
crète une politique de réconciliation nationale. Les intellectuels, les syndicalistes qui, depuis 1980, se terraient dans la clandestinité, profitent de l'acalmie pour sortir de leur trou et réorganiser des structures

tiré les leçons de leurs précédents échecs. Les étudiants doivent sortir des campus et la bataille pour la libéralisation des universités s'inscrit alors dans celle, plus large, pour la démocratie. Un seul mot d'ordre en

de rue s'accompagnent — c'est une pratique nouvelle — de distribution massive de tracts. Des « lettres ouvertes au peuple » invitent les Coréens à se mobiliser pour tous les étudiants mais aussi pour les travailleurs licenciés pour fait de grève et qui, victimes des listes noires, ne retrouvent pas d'emploi.

Une opposition renforcée

En octobre de la même année, huit universités se mettent en grève au même moment pour exiger la légalisation des syndicats libres. Parallèlement et dès 1983, un frémissement se fait sentir dans les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière. Dans le textile, la métallurgie, les ouvriers fondent des syndicats autonomes, dont la première revendication est l'interdiction des organisations jaunes. Là aussi, les leaders ouvriers ont tiré le bilan des expériences précédentes et les conflits sont systématiquement



mis il y a deux semaines à Séoul a été une belle aubaine. A la veille des jeux asiatiques qui se déroulent en ce moment dans le pays, le prétexte était ainsi tout trouvé pour renforcer le quadrillage policier d'une capitale qui en temps normal abrite déjà 10% de militaires. Le régime ne saurait accepter que les étrangers de passage décèlent le moindre indice de contestation. A en croire la presse officielle, le peuple condamne d'une voix unanime les menées expansionnistes et terroristes de Pyongyang. Depuis trente-cinq ans, c'est le même discours : Séoul, qui a été jusqu'à exclure le mot communiste de son vocabulaire, n'a cessé d'arguer de la menace des « impurs du Nord » pour maintenir les

quement portés sur la place publique. Le syndicat d'un groupe textile de Séoul (Dawoo) va même jusqu'à assiéger le local du Parti démocratique coréen (qui se dit progressiste) pour obtenir sa solidarité. La lutte syndicale sort ainsi de l'espace purement social pour devenir elle aussi politique. En juin 1984, la radicalisation atteint même les chauffeurs de taxis. A Taegu et Pusan, les employés des compagnies manifestent dans les rues par milliers.

La grève est très suivie et le pouvoir ne parvient à la réprimer qu'au bout d'une semaine. Enfin, Les campagnes sont également atteintes par cette vague de contestation même si le phénomène y est plus limité. Dans plusieurs villages, les paysans s'organisent. Ils réclament des élections communales libres, dénoncent le clientélisme, la corruption des autorités



Pour se doter d'une façade respectable, le gouvernement n'a pas hésité à inviter Laurent Fabius alors Premier ministre.

va animer les premières grandes campagnes politiques. Elle coordonne les manifestations contre le voyage de Chun aux Etats-Unis, puis elle prépare les élections législatives fixées à février 1985.

Dans un premier temps, et à l'initiative des organisations étudiantes, le mouve-

n'existe pas encore, le Nouveau parti démocratique coréen (le NKDP).

Demi-victoire

Fin 1984, Chun revient d'un séjour à Washington, les valises chargées de quelques velléités libérales. Les leaders politiques, encore sous le coup de la loi de bannissement décrétée en 1980, sont amnistiés ou presque. Le plus connu d'entre eux, Kim Dae Jung, peut revenir de son exil aux Etats-Unis. La loi a beau lui interdire toute activité publique, Kim contourne l'obstacle : les structures d'opposition qu'il découvre dans le pays le lui permettent. Il contribue à la formation du NKDP, qui remporte les suffrages de plus de cinq millions d'électeurs.

L'opposition va vivre jusqu'à la mi-juillet 1985 dans l'allégresse de cette demi-victoire. Dès mars, le NKDP absorbe le KDP. A eux deux, ils commencent une petite guerre d'obstruction au Parlement, se permettant même de critiquer ouvertement le dictateur. La

presse s'autorise des libertés inconnues depuis les grandes purges de 1980, qui avaient écarté des salles de rédaction 30 % de la profession. Mieux, l'apparition du NKDP stimule la base. La contestation estudiantine continue de plus belle et se fait de plus en plus anti-américaine. En juin, une grève très dure et massivement suivie éclate une fois de plus à Dawoo. Le NKDP, qui est loin d'être révolutionnaire, ne la soutient pas ; qu'à cela ne tienne, les organisations ouvrières et de jeunesse se chargent de la solidarité.

C'en est trop ! Le régime de Chun prend un coup de sang. Fin juillet, c'est le tour de vis. Le dictateur remanie son équipe et se sépare d'une partie de l'état-major du DJP jugée trop molle. Le ministre de la Culture et de l'Information fait le ménage dans les journaux et, comble de ridicule, interdit les expositions des peintres qui osent représenter des ouvriers au travail ! La police descend dans les locaux des syndicats libres. Des centaines de personnes sont arrêtées. Un projet de loi, bap-

DERRIERE LE MUR

En face de l'hôtel international de Séoul, se trouve, paraît-il, une rangée de maisons aux façades folkloriques et bien propres. C'est du moins le témoignage d'hommes d'affaires qui ne voient que ce qu'ils croient et pour qui la Corée est un (nouveau) pays industrialisé. Mais d'autres voyageurs, mieux avisés, ont découvert derrière ces jolies façades et à deux pas du cœur financier de la capitale, l'un des plus sordides bidonvilles d'Asie.

La majorité de la population qui vit là gagne moins de cent trente dollars par mois, alors que les syndicats évaluent le strict minimum vital à cent soixante dollars. Salaire de misère ou pas, la durée hebdomadaire moyenne de travail est de cinquante et une heures, et ce, cinquante-deux semaines sur cinquante-deux, les congés payés n'existant que sur le papier. Quant à la protection sociale, elle n'est même pas prévue par la loi. En dépit de ce que peuvent dire certains manuels économiques, il n'y a donc pas de miracle, et les taux de croissance de 10 % qu'a connus la Corée pendant

des années sont gagnés à la sueur des travailleurs.

De toute façon, le miracle n'existe plus. En 1985, le fameux taux de croissance a été réduit de moitié. Et les pouvoirs publics qui croyaient rogner les coûts de production et pour qui la Corée est un (nouveau) pays industrialisé. Mais d'autres voyageurs, mieux avisés, ont découvert derrière ces jolies façades et à deux pas du cœur financier de la capitale, l'un des plus sordides bidonvilles d'Asie.

Chun a beau dénoncer le protectionnisme nippon et américain, les industries sud-coréennes sont très dépendantes de l'étranger. Elles en attendent les matières premières, les équipements et surtout les capitaux et les prêts. Résultat, la Corée du Sud est le quatrième pays le plus endetté au monde.

Le FMI ne la considère pas pour autant insolvable. Il faut dire que la dictature n'attend pas qu'on le lui demande pour imposer les traditionnelles mesures d'austérité qui frappent les endettés. Et c'est tout naturellement les travailleurs rémunérés au minimum — ils représentent 80 % de la population active — qui se coltinent la charge de la dette.



Le III^e Congrès national du Parti de la justice et de la démocratie. La fraude lui a permis de conserver la majorité des sièges au Parlement.

locales et critiquent la politique gouvernementale des prix agricoles qui, depuis deux ans, les met sur la paille.

Mais le meilleur indice du renforcement de l'opposition est la tentative de coordination des actions de ces divers « foyers d'agitation ». Les organisations de jeunesse, notamment les organisations chrétiennes, jouent un rôle-clé dans ce sens. Les revues, livrets, analyses qu'elles commentent à publier clandestinement circulent sous le manteau et contribuent à informer des conflits et opérations en cours. C'est le printemps de la presse d'opposition.

Finalement à l'automne 1984, est fondé le People democratic Movement Council (PDMC). Cette structure qui regroupe des délégués d'organisations étudiantes, ouvrières et paysannes, ressemble certes plus à un cartel qu'à un parti politique, mais c'est elle qui

ment plaide pour le boycottage pur et simple de la consultation. Le PDMC s'engage d'autant plus facilement dans cette voie, qu'aucune personnalité politique n'a rejoint ses rangs. La plupart des leaders politiques sont encore en exil. Quant au Parti démocratique coréen, cette formation de notables tolérée par le pouvoir, elle s'est — on l'a vu — tenue à l'écart des luttes. La plupart des militants qui tiennent le haut du pavé sont donc des nouveaux venus en politique, ce qui ne va pas les empêcher de faire preuve d'un remarquable esprit tactique. La ligne abstentionniste du PDMC ne tarde en effet pas à évoluer. Et dans les manifestations de rue, les étudiants et les syndicalistes se mettent à exiger de vraies élections en dénonçant ce régime de parti unique qui tait son nom. Sans le savoir, la mouvance du PDMC prépare ainsi le terrain pour la victoire d'un parti qui

Malgré le durcissement répressif, le pouvoir ne parvient pas à juguler la contestation populaire.



tisé « De la stabilisation des universités », prévoit d'envoyer en camp de rééducation les étudiants qui « portent le désordre gauchiste aux limites du tolérable ». Kim Dae Jung est envoyé en

résidence surveillée, quelques parlementaires démocrates vendent leur silence à la dictature après ce départ.

La voie de la stabilisation reste cependant bien étroite pour le régime. La prochaine échéance pour le pouvoir est en 1988, date des jeux Olympiques, mais surtout date théorique de l'élection présidentielle. Pour l'heure, l'opposition continue de réclamer des élections au suffrage universel direct, tandis que la clique des généraux veut trouver le moyen de transférer en douceur le pouvoir au général Roh Tae Woo, un camarade de promotion de Chun.

Mais d'ici là, le feu de la contestation peut se rallumer. Les organisations qui se sont illustrées depuis 1984 ne sont pas complètement démantelées. L'exemple philippin ne les incite pas à se saborder. Washington le sait et incite Chun à la modération. Et c'est en partie grâce aux pressions de l'ambassadeur américain à Séoul, que le Parlement vient de renoncer à la loi de stabilisation des universités.

Raphaël Duffleaux

TOUS CONCERNES

L'état d'urgence, des arrestations par milliers et environ deux mille morts en deux ans, tout cela n'a pas provoqué en France une riposte à la hauteur de ce que ces souffrances signifient pour le peuple noir. A côté de diverses explications, la raison de fonds en est l'absence de traditions de solidarité de masse contre l'apartheid.

Les gouvernements successifs ont toujours réussi à dissimuler la réalité concrète et l'ampleur exacte des intérêts français au pays de l'apartheid. Celui de gauche n'a pas tranché en la matière avec ses prédécesseurs. Il n'a eu ni le courage ni la volonté politique de rendre public le détail de la présence française dans le système bancaire, industriel et technologique sud-africain.

Il n'est donc pas aisé de connaître le degré précis de complicité de l'impérialisme français avec la politique ségrégationniste du régime Botha, notamment parce que les compagnies françaises intervenant dans des secteurs stratégiques (comme Total pour le pé-

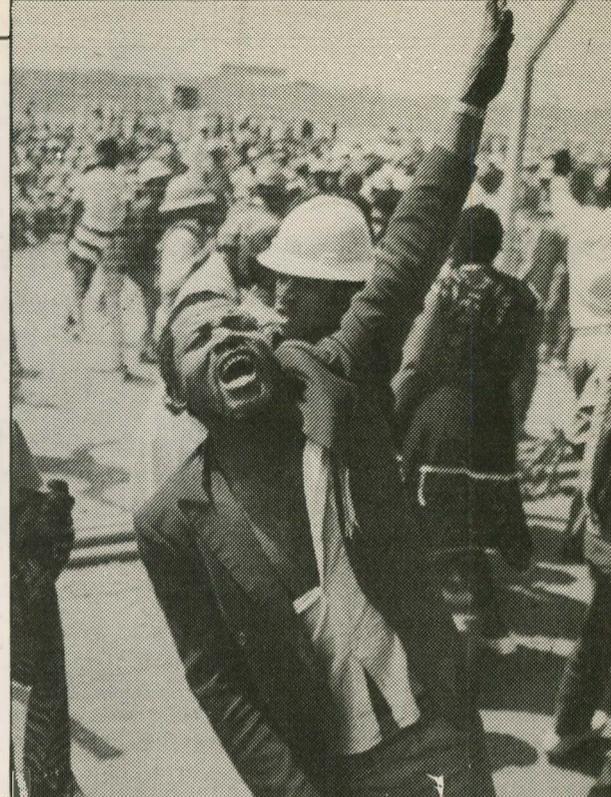
trole, sans doute l'entreprise française la plus impliquée) se plient aux lois locales interdisant toute publicité des opérations économiques.

Deux récents événements font néanmoins toucher du doigt les responsabilités du mouvement ouvrier et démocratique français à l'égard des masses sud-africaines en lutte.

C'est tout d'abord le conflit (dont *Rouge* a rendu compte) entre le syndicat des électriciens de la région du Cap et la CGE-Alsthom. Cette compagnie a participé à la construction de la centrale nucléaire de Koeberg et continue de garder un œil sur la gestion du personnel et de l'entreprise. C'est à ce titre qu'en collaboration

avec la compagnie sud-africaine d'électricité ESCOM, la CGE a licencié un porte-parole syndical en décembre 1985. Cette action a été dénoncée par le syndicat qui a sommé la CGE de « revenir au respect du droit au travail ou de quitter le territoire d'Afrique du Sud ».

Fin juillet dernier, la société Carbone PTY, filiale de Carbone Lorraine, entreprise contrôlée par le groupe nationalisé Pechiney, a profité de l'état d'urgence pour licencier plus d'une centaine de ses travailleurs qui avaient fait grève dans le but de réclamer la libération de leurs dirigeants syndicaux emprisonnés. La direction de l'usine a fait évacuer et arrêter les grévistes par la po-



Des milliers de mineurs ont participé à la cérémonie organisée par le NUM à la mémoire des 177 morts de la mine de Kinross.

lice. Cette action a été vivement dénoncée par le Syndicat des travailleurs de la métallurgie (MAWU), prépondérant dans l'entreprise.

Sensibiliser la jeunesse aux problèmes des masses noires est aussi un enjeu important de la solidarité. Mais pour ce faire, il est essentiel que le mouvement de soutien évite le sectarisme, gagnant une crédibilité par la richesse de l'information qu'il apporte. Ne serait-il pas absurde d'imposer à la solidarité des clivages reposant sur le choix sectaire d'un soutien exclusif à telle ou telle force en lutte? C'est pourtant l'attitude adoptée par nombre de comités en Europe. C'est aussi la caractéristique de l'orientation du PCF qui restreint son soutien au seul Congrès national africain (ANC) en conformité avec la position du PC sud-africain.

Il est évident que cela nuit à l'extension de la solidarité, et ce d'autant plus que le mouvement de masse sud-africain est parcouru de nombreux débats et présente une palette de positions.

Or, si aujourd'hui l'ANC est l'organisation politique qui dispose du soutien le plus important, elle n'est ni le seul courant présent dans la lutte, ni même le courant hégémonique dans toutes les régions et tous les secteurs sociaux. Il apparaît donc nécessaire de développer une orientation de solidarité sans exclusive et dirigée vers tous ceux et celles qui luttent contre l'exploitation et l'oppression en Afrique du Sud, comme le fait en France avec les forces dont il dispose le Mouvement anti-apartheid (MAA).

Dans certaines entreprises, il est possible de lier la solidarité à l'activité de ces sociétés au pays de l'apartheid comme c'est le cas avec CGE-Alsthom ou Pé-

chinois. Mais plus généralement, le soutien direct aux travailleurs noirs sud-africains d'une même branche est facilité par le regroupement en cours des adhérents du COSATU dans un seul syndicat par branche, qui connaît déjà certaines réalisations.

Les campagnes pour la libération de syndicalistes emprisonnés peuvent concrétiser ce soutien. La Fédération internationale de la métallurgie réclame ainsi la libération de Moses Mayekiso, secrétaire général du MAWU, et des autres emprisonnés¹. De même, l'organisation de contacts directs et de voyages dans les deux sens permettraient de donner une impulsion à la solidarité des travailleurs de France avec ceux d'Afrique du Sud. Il y aurait sans doute aussi quelques bonnes leçons à tirer pour le mouvement ouvrier français de la volonté unitaire et démocratique, des orientations anticapitalistes qui constituent la tradition de toute une frange du mouvement syndical noir indépendant d'Afrique du Sud.

Il ne semble pas que les directions du mouvement syndical français soient disposées à donner une telle impulsion à la solidarité dans les entreprises.

Le soutien unitaire et sans exclusive au COSATU et à ses syndicats permettrait d'engager effectivement le mouvement ouvrier français aux côtés des travailleurs noirs d'Afrique du Sud. Et si les directions syndicales confédérales n'entendent pas le faire, il revient aux militants syndicaux convaincus de la nécessité d'une tel soutien de prendre à leur niveau leurs responsabilités.

Claude Devilliers

1. Les messages de protestation peuvent être envoyés à P. W. Botha, Union Buildings, Pretoria 0001. Rép. d'Afrique du Sud.

CIA

Y A-T-IL UN ESPION DANS L'AVION ?

Ronald Reagan est un naïf. Il fallait bien que cela arrive. Il ne peut pas intervenir directement au Nicaragua et espérer que cela ne soit jamais découvert.

Mardi 7 octobre, l'Armée populaire sandiniste abat un avion survolant le village de El Tule, dans le sud du pays à quelques kilomètres de la frontière avec le Costa Rica, qui tentait de ravitailler la *contra*. Un survivant est arrêté : Eugene Hasenfus. Les trois autres passagers, morts, étaient comme lui des citoyens des Etats-Unis.

L'individu fait connaître ses activités lors d'une conférence de presse, à Managua, devant la presse internationale : il aurait le grade de « capitaine » et se promène avec des papiers de l'armée salvadorienne ; il aurait déjà effectué plusieurs vols de ravitaillement en

direction de la *contra* au Nicaragua (en provenance du Honduras et du Salvador) et dépend légalement de la Southern Air Transport (une filiale de la CIA). Il a acquis son expérience de mercenaire dans des missions au Vietnam, au Cambodge, au Laos et en Thaïlande. Actuellement, il est en poste au Salvador comme conseiller militaire...

Son épouse contacte immédiatement le Département d'Etat pour signaler que son mari travaille effectivement pour la CIA, espérant ainsi le sortir du pétrin, et se rend à Managua.

Les Etats-Unis, comme d'habitude, nient tout... et tentent de faire passer ce

sinistre individu pour un simple particulier.

Pour sa part, le Nicaragua tient une pièce-maîtresse : la preuve, encore une fois si besoin était, de l'intervention directe des Etats-Unis au Nicaragua et en Amérique centrale. Et surtout la possibilité que l'opinion des Etats-Unis se réveille enfin : plusieurs des leurs sont « tombés »... On sait les effets que peut avoir une révélation de ce type aux Etats-Unis ; on l'a vu pour le Vietnam, et même pour le Nicaragua somoziste, lorsque l'assassinat par la *Guardia* d'un journaliste américain avait déclenché un tournant dans l'attitude officielle de Carter...

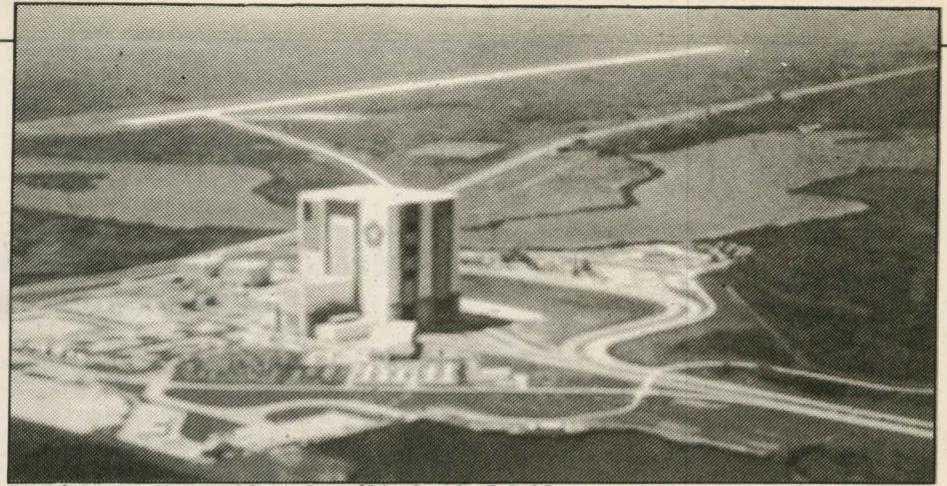
Cecilia Garmendia

Les destructions à répétition d'engins spatiaux ont porté un coup sérieux au prestige de l'agence américaine. C'est l'ensemble du programme aérospatial reaganien qui doit être aujourd'hui réévalué.

Le 28 janvier 1986, la navette américaine Challenger explosait avec à son bord sept astronautes. Retransmis en direct à la télévision, cet accident allait déchaîner la polémique et porter un coup sérieux au prestige de la NASA. Mise en cause dans son professionnalisme, critiquée pour son bureaucratisme, la NASA sera finalement sanctionnée par une

1986 est l'année où la NASA mise tout sur la navette spatiale et met ses lanceurs traditionnels au rencard. Il ne lui en restait en conséquence que quelques-uns en état de marche... jusqu'à leur explosion.

Le Pentagone lui aussi se trouvait dans une période charnière avec seulement deux ou trois satellites espions en réserve. Suite aux



Le bâtiment d'assemblage des véhicules du LC-39.

rivalité du lanceur *Ariane*. Celui-ci est en effet l'émule le plus sérieux de la navette, et la société Arianespace profite de l'acalmie pour réviser le moteur du troisième étage de la fusée responsable de trois des quatre échecs de celle-ci. Il lui faut un lanceur très fiable car, au début des années 1990, vont arriver sur le marché des fusées chinoises et japonaises qui devraient avoir

et *Galileo* passeront après ou seront simplement annulés. Enfin, le rythme des missions diminuera à huit ou dix par an contre les quinze prévues pour 1986.

L'affaire prend une tournure d'Etat en ce qui concerne les programmes de coopération entre la NASA et l'ESA (Agence spatiale européenne). Ceux-ci ont du plomb dans l'aile. L'ESA devait partici-

l'administration américaine ! Au pays du libéralisme, les domaines sensibles comme les nouveaux métaux, enjeu important pour les industries de pointe, d'armement en particulier, sont bien sûr à part !

Sur le plan militaire, les conséquences de la série noire sont également très importantes. Outre la période « aveugle » prévue

NASA : LA SERIE NOIRE

déclaration de Reagan le 15 août dernier : dorénavant, elle n'aura plus le droit de lancer de satellites commerciaux. Ceux-ci seront confiés à des firmes privées. La seconde conséquence pour la NASA, c'est le report du lancement des navettes au printemps 1988 au plus tôt, après révision complète de celle-ci et de ses propulseurs.

Si les mass-média se sont largement répandues sur les déboires de l'administration spatiale américaine, il faut également parler des échecs successifs de lancements de fusées traditionnelles survenus depuis.

Le 18 avril 1986, c'est une fusée Titan III qui explosait avec à son sommet un satellite espion *Big Bird*. Déjà, le 28 août 1985, le même type de fusée était détruit avec l'autre satellite espion américain le plus performant : le *Key Hole 11*. Le 3 mai 1986, c'est le tour d'une fusée Delta qui emportait un satellite météo. Cet échec est d'autant plus surprenant qu'il intervenait après cent dix-sept tirs consécutifs réussis pour ce type de fusées, très fiable, avec un taux de réussite de 97 %.

Suite à ces échecs, le lancement prévu le 22 mai 1986 d'une fusée Atlas-Centaur, le troisième lanceur américain conventionnel le plus utilisé, était annulé, tandis qu'un autre lancement effectué par le Pentagone échouait à son tour. On le voit aisément, l'aéronautique américaine est dans l'impasse. Mais cette série noire est aggravée par la conjonction de différents éléments.

accidents, il ne lui en restait qu'un, en attendant la mise au point opérationnelle d'un satellite plus évolué prévue pour dans deux ans. Etant donné que ceux qui restent dans l'espace ont une durée de vie d'environ un an, une période « aveugle » d'un an pour le Pentagone est sérieusement envisagée par ce dernier.

Ceci entraîne, sur le plan commercial, une concurrence accrue entre les différents pays qui possèdent des lanceurs modernes. C'est d'ailleurs déjà cette concurrence qui a causé l'explosion de la navette, l'administration américaine forçant le rythme des missions au détriment du perfectionnement et de la sécurité du véhicule, et donc de ses occupants, pour soutenir la

à peu près les mêmes caractéristiques qu'*Ariane IV*.

En ce qui concerne la NASA, les conséquences sont donc très lourdes. Déficitaire, elle comptait sur le lancement fréquent de satellites commerciaux pour combler son trou budgétaire. Mais elle n'a plus de navette jusqu'en 1988, et n'est plus autorisée à lancer des satellites commerciaux. Les militaires qui fournissaient 30 % de son budget vont donc prendre une place encore plus importante : c'est de fait une prise d'otage économique. Les premiers retentissements se font déjà sentir : dès la reprise des vols prévue en 1988, les militaires auront la priorité : les projets « nobles » comme le télescope spatial ou les sondes *Ulysse*

per au programme de station orbitale américain par le biais du module *Colombus*. Mais la création de la station est prévue maintenant sur quatre ans au lieu de un et demi du fait de la diminution des lancements des navettes et de la réduction de la charge utile embarquée pour une meilleure sécurité du véhicule. Les Américains ont aussi opposé leur veto aux expériences envisagées par l'ESA dans *Colombus* : elles devaient porter sur l'amélioration en état d'apesantissement de nouveaux métaux.

Pour les mêmes raisons, le laboratoire européen Spacelab qui devait être satellisé par la navette a vu tous ses vols prévus (au nombre de dix-huit) annulés unilatéralement par

pour le Pentagone et déjà mentionnée, c'est le projet de guerre des étoiles (IDS) qui est compromis. Malgré les limites de la navette, celle-ci y jouait un rôle important, comme engin permettant de déposer, visiter, réparer et récupérer tous les satellites d'alerte et de combat que prévoient ce projet.

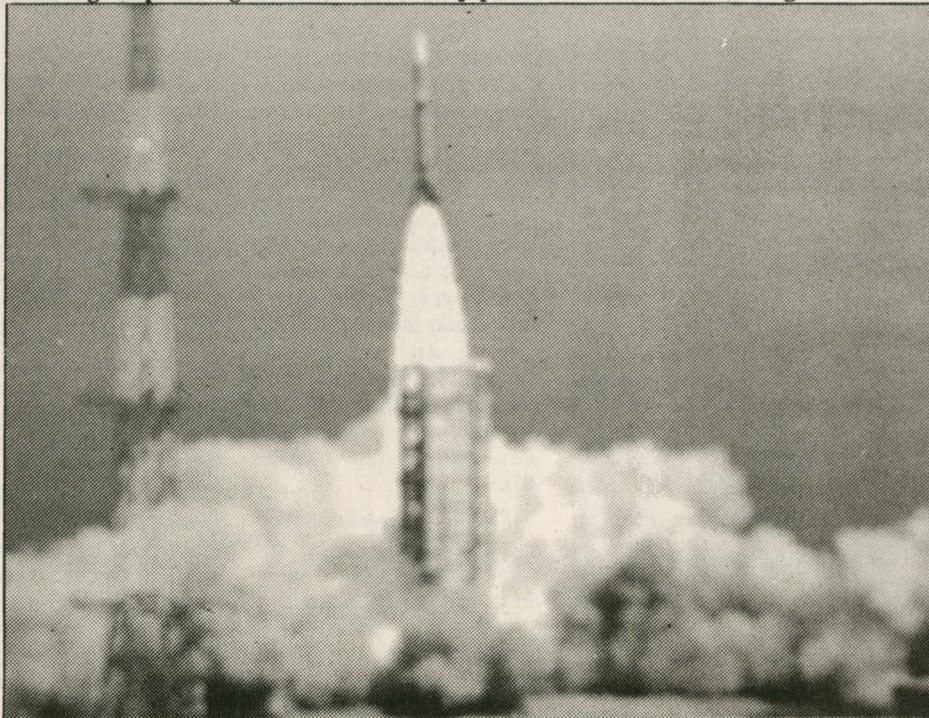
La non-disposition de navettes avant deux ans, mais aussi de lanceurs conventionnels Titan II achetés à la NASA mais qui doivent être modernisés, fait que le Pentagone doit repousser ce projet.

Le report de sept ans du projet IDS annoncé par Reagan il y a peu de temps, tient en grande partie à ces difficultés. De même, celles-ci ne doivent pas être étrangères aux accords intervenus à Stockholm entre les pays européens, l'URSS et les USA sur le contrôle des armements conventionnels. En effet, ceux-ci innoveront surtout les possibilités de contrôle sur place des manœuvres militaires en Europe de l'OTAN ou du pacte de Varsovie, et dans les délais plus longs d'annonce des manœuvres des différentes armées. Quand on n'est pas sûr de pouvoir surveiller tout ça de l'espace, mieux vaut pouvoir aller voir sur place !

Les Soviétiques, quant à eux, n'ont pas de problème : depuis respectivement 1957 et 1964, ils utilisent deux types de fusées, construites à la chaîne, utilisant, pour l'une, du Kérosène, et ayant effectué au total et à ce jour mille huit cent quatre-vingt-dix lancements.

Sylvain Lassere

Décollage depuis Kagoshima d'une fusée japonaise MU-3 H à trois étages.



Oui, loin du tintamarre et de l'inutile, voici toute la douceur, toute la saveur d'un automne mélancolique, avec cinq titres intelligents, tendres et rares.

Et d'abord un double retour de huit siècles en arrière avec deux livres merveilleux. Avec premièrement le passionnant bouquin d'André Miquel : *Ousâma, un prince syrien face aux Croisés* (Fayard, 79 F), paru dans la toujours très intéressante collection des « Inconnus de l'histoire » (collection dans laquelle on avait remarqué et apprécié *Guillaume le maréchal* de Duby et *Paul Delassalle* de Jean Maitron).

« Voici un homme exceptionnel et méconnu », écrit Miquel dans son avant-propos. Né en 1095, Ousâma Ibn Mounquidh meurt en 1188 et connaît donc « deux croisades en une seule vie. Et deux croisades vues de l'autre côté, celui des Arabes et de l'Islam. Vues comment ? Par un musulman justement, un musulman

dans la prose arabe classique, parler de lui. Pas comme nous l'entendions, sous la forme d'une autobiographie ou de confessions. Mais comme témoin, porteur d'une leçon à transmettre (...) D'où le titre donné au livre, l'Itibâr, littéralement l'expérience. »

Un récit à la première personne, situé au XII^e siècle sur l'échiquier déjà extrêmement complexe du Proche-Orient, avec ses principautés musulmanes et ses rapports conflictuels entre Arabes, Turcs et Francs.

Miquel, qui s'est servi du texte original, a rectifié quelques dates erronées, réécrit quelques passages obscurs et a réussi ce qu'on appelle un tour de force, car ces pages sont poignantes, poétiques, passionnantes. Ainsi, dès le chapitre I, dès la première phrase, on est captivé : « J'ai toujours aimé

France, vers la Durance. Ce paysage de pins, de cyprès, de vignes, d'oliviers, d'amandiers, d'herbes, de pierres, de mer (« avoir des yeux où bat la mer », dit joliment le troubadour Giraut de Bornelh) compte pour comprendre ou plutôt entendre les troubadours.

Ce paysage, il nous faut maintenant l'imaginer car il a sans doute davantage changé ces trente dernières années que pendant les huit siècles qui l'ont précédé, nous dit Roubaud. Et quelle mélancolie que celle de ce mathématicien, de ce poète (*Quelque chose noir*, un texte poétique magnifique vient de paraître chez Gallimard) qui regrette les odeurs et les oiseaux envolés de son enfance : « Les essences végétales qui font le parfum sous-jacent aux rimes rares des troubadours ont disparu. Plus grave en-

vient de troba = trouver, inventer) et ils inventent aussi le principe de la rime, vivace jusqu'à notre siècle. Pendant cent cinquante ans — c'est considérable ! — les troubadours portugais, français, les poètes siciliens, les minnesänger allemands vont rivaliser dans cette exploration du champ infini des rimes du « jeu et de la joie des rimes ». Ce qui les arrêtera ? La croisade des Albigeois et l'instauration de l'Inquisition, qui vont les détruire. Ils fuiront alors, en Italie, au Portugal, ou se replieront dans des petites cours provinciales comme à Rodez. Mais il ne s'agira plus que de survivance.

Et pourtant, ils vivent encore. Leur spectre hante la poésie et le fait que leur langue soit une langue perdue, augmente cet amour lointain et charme sans fin ceux qui s'y laissent entraîner, fasciner. Lire absolument si vous vous intéressez à ce sujet *Ecrivains anticonformistes du Moyen-Age occitan*, paru en 1977 chez Phébus et dont l'auteur est René Nelli.

La Fleur inverse, c'est l'amour, le jeu, les devinettes, le cœur, le thym sur les collines, les ciels bleu foncé, les cigales, la nuit. Et c'est drôlement mieux dans le même genre de décor que le très décevant, très raté, très nul Jean de Florette !

Les larmes de deux siècles

Au XVIII^e siècle, elles coulent abondamment. Jugez-en : en effet, on pleure beaucoup. D'abord, en lisant. Et à cet égard, la publication de la *Nouvelle Héloïse* de Rousseau est sans doute, dit Anne Vincent-Buffault, auteur de cette *Histoire des larmes*, parue aux éditions Rivages (68 F), un événement-clé de l'histoire des larmes.

Mais on pleure aussi au théâtre : les succès de Racine sont des succès de larmes. Et puis, surprise, on pleure pendant la Révolution ! En effet, selon des témoignages de l'époque, on a souvent pleuré entre 1789 et 1794 et cela, dans une ambiance d'émotion intense. « La période révolutionnaire permet de voir jouer dans la rue le modèle qui, jusque-là, était principalement développé dans la littérature au théâtre, dans les correspondances et mémoires. »

Aussi n'est-il pas étonnant que dans la foulée, l'usage oratoire des larmes comme métaphore,

connaisse un vif succès. Exemple : Retif de la Bretonne qui parle des tours de la Bastille, « reposant sur leurs fondements profonds arrosés de larmes de tant d'infortunés » et des magistrats de l'Ancien Régime « avides de sang et de larmes ». Au point que Saint-Just déclare (le 13 novembre 1792) : « On cherche à remuer la cité, on achètera bientôt les larmes comme aux enterrements à Rome. » Et puis, la démonstration de l'auteur est astucieuse, le XIX^e siècle voit venir une sorte de crise du sanglot. On ne pleure plus de la même façon. L'émotion s'ordonne.

A lire donc, sans se laisser arrêter par le petit côté « mode » du sujet !

Mais les dandys écossais pleurent-ils ?

Pour finir, une autobiographie amusante, celle d'un aristocrate ambitieux et vaniteux côté face, mélancolique et désespéré côté pile. On remarquera tout particulièrement dans ce *Journal intime d'un mélancolique* (1762-1769), dont le texte est absolument authentique et qui vient de paraître chez Hachette, les pages consacrées au voyage en Suisse pour rencontrer Rousseau (encore lui !), ainsi que quelques courtoises lettres d'amour où il est beaucoup plus question de presbytère, de paysage de landes, de mer et de bruyère que d'émotion, de tendresse, de plaisir. Mais James Boswell est un vrai personnage représentatif de son époque et de sa classe. Si vous avez aimé le *Journal de Samuel Pepys*, ça y ressemble. Un brin plus fade. Mélancolique, quoi ! Et enfin, comment finir, sans évoquer la figure la plus proche, la plus immédiate, la plus poignante de ces mélancoliques, je veux dire Conrad Detrez, mort il y a si peu de temps.

Du Nicaragua au Portugal, de rencontres en rencontres, de rêves fous en illusions perdues, c'est le portrait terrible d'un mélancolique adorable mais brisé. L'amertume déborde de ce beau livre, son dernier (*la Mélancolie du voyageur*, Denoël, 76 F). C'est superbe, Detrez a tant vécu et tellement de choses, mais pourrait-on vieillir sans devenir si fatigué de tout ? Pourvu, pourvu qu'on le puisse ! Sinon, oui, c'est pour le coup qu'il y aurait de quoi pleurer !

Sophie Gouskett

LIVRES

LOIN DU TINTAMARRE ET DE L'INUTILE

éclairé, impartial au-delà de son engagement. Chevaleresque, oui ; car si la chevalerie, telle que la pratique alors notre Occident n'existe pas au-delà de la Méditerranée, l'esprit, du moins, en est le même de l'un et l'autre côté de la mer. »

Et Miquel ajoute : « Est-ce à dire que le livre d'Ousâma nous raconte de bout en bout cette histoire ? Certes pas. Elle sert en vérité un autre propos : Ousâma a voulu, phénomène unique

Damas, la ville de mes exils, la ville où je mourrai bientôt. Le temps presse. Cette main, qui jadis terrassait le lion ou l'ennemi, tremble si fort qu'elle ne peut plus écrire ; il faut dicter. »

Direction XII^e siècle

Et c'est bouleversant d'écouter ce vieillard raconter le château de son enfance, dominant la gorge où coule l'Oronte, et cet amour qui court à travers les siècles chez tant d'hommes pour... leur grand-mère ! « Au premier rang, ma grand-mère paternelle qui m'adorait. Je l'écoutais sans un mot me réciter les faits et gestes de notre famille depuis la nuit des temps (...). Elle était la douceur et la vigueur même. (...) A son image, les autres femmes, jour après jour et dans les circonstances les plus dramatiques, se comportèrent comme autant d'exemples vivants. » (page 30).

La Fleur inverse de Jacques Roubaud, « essai sur l'art formel des troubadours », paru chez Ramsay (119 F), nous transporte à la même époque (XII^e siècle mais de l'autre côté de la mer dans le sud de la

core peut-être, et simultanément, frappe le terrible silence des matins, dans les débuts du soleil. Cette terre n'a plus d'oiseaux : quand j'avais dix, douze, quinze ans, je ne pouvais me réveiller à l'heure où le "soleil s'espant" sans être abasourdi d'oiseaux. Le chant des troubadours et il se chantaient à l'air, en la saison douce ou chaude, dans les lieux ouverts, dans les décors naturels, était un chant qui concurrençait les oiseaux. Il s'élevait entre leurs voix, qui toutes chantaient pour eux de la seule raison de chanter, de la première, de l'amour. »

Pourtant, Jacques Roubaud continue de marcher dans le département de l'Aude, à l'ouest des Corbières, et dans *la Fleur inverse* nous conte la beauté et l'importance du chant des troubadours qui nous est si lointain et si étrangement proche. Or, que disent ces troubadours dont la langue — l'Occitan — n'a jamais, à la différence des autres langues romanes (Français, Italien ou même Catalan, langue la plus proche de l'Occitan), été associée à une unité politique ou territoriale, ce qui est bien là sa singularité ? Eh bien, ils ne disent pas, mais ils « inventent » (troubadour



COUP DE CŒUR

« Autour de minuit », de Bertrand Tavernier

Levons d'abord une ambiguïté : non, ce n'est pas un film sur le jazz, ni sur le saxophoniste Dexter Gordon (qui improvise sur sa vie et sur celle de tous les autres musiciens de jazz), mais je dirai que c'est un « film de jazz » ; Tavernier joue de la caméra comme Dexter Gordon du saxophone, et tous les plans de ce film, chargé d'émotions, baignent dans le « bleu » (dans le blues). Car, ne nous y trompons pas, ce film est un blues de plus de deux heures. Un blues fort et poignant, avec ses moments de tendresse et d'humour, avec cette sensation de joie et de peine confondues, qu'on retrouve dans cette forme musicale. Tavernier signe une réussite parce que ce blues filmé apparaît évident. Que de talent dépensé pour arriver à cette évidence.

L'histoire de départ est inspirée des vies de Bud Powell (pianiste de jazz génial qui a « découvert » le piano be-bop avec Monk dans les années quarante) et de Lester Young (le président des saxos, l'alter-égo de Billie Holiday, le Pierrot lunaire, le poète de l'instrument). Celles-ci s'entrecroisent avec la vie de deux jeunes Français en 1959 :

Francis Pandros et... Bertrand Tavernier. Ces quatre vies ont été résumées par deux acteurs : Dexter Gordon (saxophoniste ténor qui a influencé John Coltrane) et François Cluzet. Tous deux sont magnifiques.

On sent que Tavernier raconte ici sa vraie naissance : sa découverte du jazz et du cinéma, qui est aussi découverte de l'amour. Car il s'agit d'amour entre Dale Turner (Dexter) et Francis (Cluzet). Un Dexter superbe, avec un sourire d'enfant qui le fait immédiatement rajeunir. On en rit et pleurerait tout à la fois et en même temps. Avec une voix qui swingue les mots, comme le saxophone swingue les notes. Les deux sont d'ailleurs intimement liés. Dale ne peut jouer que s'il connaît les paroles de la chanson.

Dale et Francis sont marqués par la guerre. Le premier a passé la fin de la Seconde Guerre mondiale dans une prison militaire où les « roses » (très joli terme, non ? Et très évocateur !) ont fait « be-bop » en le matraquant (c'est l'histoire de Lester qui est sorti brisé de cette épreuve) ; le deuxième sort de vingt-sept

mois de guerre d'Algérie.

Leur rencontre ne pouvait avoir lieu qu'au quartier Latin et au Blue Note (nous sommes en 1959). C'est l'histoire de leur « sauvetage » réciproque, temporairement pour l'un (Dale) qui retournera mourir à New York, l'autre continuant à propager le jazz. Comme Tavernier a donné à Francis une partie de lui-même (je ne sais pas d'ailleurs s'il adhèrera à cette affirmation, mais je la risque), celui-ci filme Dale qui joue du jazz. De ce fait, musique et cinéma font, à l'intérieur du même film, un ménage étonnant, détonant et pourtant incroyablement uni.

Tavernier n'oublie pas non plus l'aspect pillage des musiciens noirs par les producteurs blancs. C'est un portrait au vitriol qu'il trace justement — il faut savoir que Joe Caloser, l'imprésario de Armstrong, s'est énormément enrichi grâce à Louis. Dex l'appelle SOS (je vous laisse découvrir ce que recouvrent ces initiales).

C'est aussi un film sur l'adolescence de toute une génération qui a appris en même temps à lutter contre la guerre coloniale et à aimer la musique de jazz.

Nicolas Maheu

scandale devant tout le monde... et puis, cette maudite roue de voiture. Dis Farida, si on faisait tourner la roue de l'histoire à l'envers. A quand la vie adolescente de Georgette ?

Editions Bernard Bantane. 163 pages. 60 F.

autour de lui puis disparaître. L'amitié, l'amour, la paternité, les responsabilités, le statut social : il ne reste rien. Cela renvoie effectivement au néant les gémissements bourgeois sur les « mal de vivre » des cadres d'assaut.

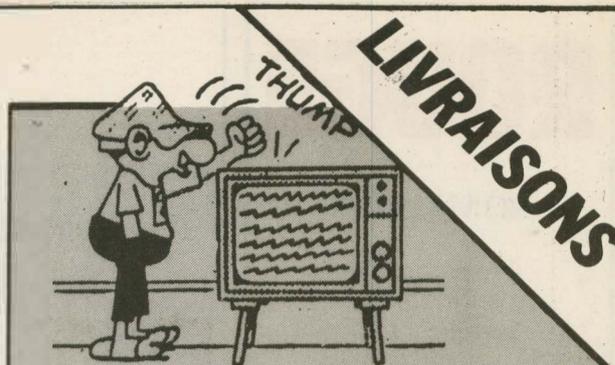
CINEMA

□ **JOUR ET NUIT**, de J. B. Menoud. Diplomate, bel homme, veuf ou divorcé, mal dans sa peau, tous les ingrédients sont réunis pour nous faire le coup du « cadre en proie aux tourments de la quarantaine ». Mais ce n'est pas exactement cela et cette petite différence évacue toutes les sottises que l'on peut voir, lire, entendre à ce sujet. Lointainement inspiré d'une nouvelle de Dostoïevski, il s'agit plutôt du portrait d'un homme qui, peu à peu, quitte le monde réel, s'en va, rompt les amarres avec la réalité dont il laisse la cohésion s'effriter

MUSIQUE

□ **A propos de la sortie du film de Tavernier, « Autour de minuit »**. Profitez-en pour acheter le disque. Et regardez bien les musiciens. Ils sont fantastiques. Et puis les disques de Dexter Gordon : Chez Savoy, *Long Tall Dexter* (ses débuts, une pure merveille). Chez Blue Note : *Our man in Paris*, avec Bud Powell et Pierre Michelot (qui joue dans le film) et 60.

Enfin, n'hésitez pas à acheter Monk dont la composition *Nound about midnight* donne le titre du film (sa composition originale est aussi parue chez Blue Note.)



☆ **Dimanche 20 h 35 (TF 1) les Trente-Neuf Marches** d'Alfred Hitchcock avec M. Carroll et R. Donat. Réalisé en 1936 d'après un bon roman d'atmosphère de John Buchan, ce film est l'un des plus réussis de la période anglaise d'Hitchcock.

22 h 30 (FR 3) Début d'un cycle (qui s'annonce riche en raretés...) consacré aux drames romanesques, avec un film de R. Boleslawski, *le Voile des illusions*, tourné aux USA en 1934, avec Greta Garbo et H. Marshall, et tiré d'un roman de Somerset Maugham.

☆ **Lundi 20 h 35 (TF 1) Liaisons secrètes** de Richard Quine avec K. Douglas et Kim Novak. Voilà un cinéaste bien oublié aujourd'hui qui fut, avec Blake Edwards l'un des meilleurs spécialistes de la comédie américaine des années cinquante-soixante. A contrario, ce film plutôt dramatique est un superbe constat social. Autour de l'adultère « familial », le film de Quine est une critique acerbe et percutante du mythe du bonheur véhiculé par « l'American way of life »... Un beau film, grave et profond, superbement interprété, que la VF risque malheureusement d'édulcorer quelque peu.

☆ **Mardi 20 h 35 (A 2) Notre Histoire** de Bertrand Blier avec A. Delon et N. Baye. Un pari risqué de Delon et... un fiasco à peu près total.

22 h 55 (A 2) « Cinémas-Cinéma » l'excellent (le meilleur !) magazine de Boujut-Ventura et Garnier ; suivi (quel régal !) d'un nouvel épisode de *Johnny Staccato* avec J. Cassavetes.

20 h 35 (FR 3) « Dernière séance » consacrée à l'un des grands « héros positifs » du cinéma américain, Gregory Peck ; qui n'a, à ma connaissance, interprété qu'un seul rôle de général salaud dans toute sa carrière, et c'était involontaire, celui du général MacArthur !

La Femme modèle, réalisé par V. Minnelli en 1956 est une très brillante comédie merveilleusement interprétée par Lauren Bacall (et Peck, bien sûr...). Quant à *la Gloire et la Peur*, de L. Milestone, j'en ai gardé le souvenir d'un film de guerre conventionnel (et horriblement bavard !).

☆ **Jeudi 20 h 30 (TF 1) « Questions à domicile »**, chez Philippe Séguin. Vu qu'ils se séparent un peu ces temps-ci, vous pariez qu'on va découvrir Edmond Maire planqué dans un placard de sa cuisine ?

20 h 35 (FR 3) *Oxygène*, un télé-16 de J.-P. Rioux, sur l'univers carcéral : après dix ans de réclusion, un détenu obtient une « permission » de quarante-huit heures. Comment retrouver en deux petits jours ce que l'on a attendu durant dix longues années ?

☆ **Vendredi 23 h (A 2) les Carabiniers** de J.-L. Godard. Le zéro absolu de l'écriture, le vide intégral, la suffisance et l'esbrouffe. Tu t'énerves Laszlo, calme-toi, après tout, il y en a qui aiment ça.

Michel Laszlo

LES OISEAUX

Je ne sais pas si vous êtes comme moi, mais en ce moment, je vois des corbeaux partout ! Des noirs fiévreux, bien sûr, mais même des blancs faussement bonasses (une espèce rare) actuellement en migration saisonnière au-dessus de nos régions.

A la télé, dans la presse, on ne voit partout que chiasseux volatiles noirâtres... Et je me fais baiser les phalanges par Babarre agenouillé dans l'ancienne capitale des Gaules... Et je me fais lisser à la fois les plumes par Jacquot et Tonton... Et je me paye une mi-temps au stade Gerland du match Allah-Jehovah ! J'ai même vu un corbeau déjouer les plans de nos Ducond-Ducont nationaux pour rendre visite à Abdallah dans sa cage à la Santé !

J'en ai ras la plume. Je refuse de regarder *Les oiseaux se cachent pour mourir* et dès qu'ils passent un Titi à la télé, je me sens viscéralement du côté de Gros-Minet.

C'est sûr. Je me fais trop de mouron à regarder croasser tous les emplumés... Je ne veux plus me faire pigeonner, et si ça continue, c'est juré, je transforme ma télé en bocal à poissons !

M.L.



Jour et nuit, le portrait d'un homme qui quitte le monde réel et rompt avec les amarres de la réalité.

LIVRES

□ **GEORGETTE**, de Farida Belghoul. Farida fut parmi les premières jeunes Beurs à combattre le racisme et à être en tête de toutes les manifestations antiracistes. Aujourd'hui, elle nous fait partager le voyage au bout de la nuit de Georgette, une jeune Maghrébine de sept ans, pour qui l'école est un lieu d'angoisse. Les coups de règle

sur les doigts, le sourire bizarre de la maîtresse hantent les nuits de Georgette. Georgette a peur, toujours peur d'être prise en défaut. Georgette est seule, toujours seule au milieu des « gigoteuses » de sa classe. Il y a bien la famille, mais c'est une famille de fous, dit Georgette avec humour et chaleur. Et puis un jour, la catastrophe : face à face avec la maîtresse, Georgette comprend qu'elle va être convoquée. La fuite éperdue à travers les rues. Rentre ? Rentre pas ? La honte, le

SOMMAIRE

Front commun
le 21 octobre
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Manœuvres syndicales
Le grain de sable
pages 6, 7

Famille, je vous aime
page 8

Code de la nationalité
Sus à l'impur
Page 9

Schlumberger-Montrouge
« On est là ! »
page 10

Coups bas
Le SMIC en morceaux ?
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

PCF invitation au débat ?
pages 2, 3, 4.

Rosa, l'anti-Lénine ?
page 16

Est-Ouest
Coup de froid
à Reykjavik
page 17

Vent nouveau sur Séoul
pages 18-19

Afrique du Sud
Tous concernés
page 20

Nasa la série noire
page 21

Livres
Loin du tintamarre
et de l'inutile
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



Ecrivez-nous

Dans vos lettres, à travers les remarques que vous formulez à l'occasion des voyages en province de membres de la rédaction, une critique revient, lancinante : pourquoi le courrier des lecteurs occupe-t-il si peu de place ?

Il serait facile de vous répondre que c'est en raison du faible nombre de lettres que nous recevons. C'est en effet la triste réalité, notre courant a quelque peu perdu l'habitude de dialoguer avec son hebdomadaire. Mais, sans doute que nous avons, nous aussi, sous-estimé cet aspect des choses. Aussi avons-nous décidé de faire droit à vos

justes demandes, de rétablir cet échange sans lequel un hebdomadaire militant ne saurait vivre. Désormais, cette page sera régulièrement consacrée à vos lettres. Par conséquent, écrivez-nous.

Faites-nous part de vos réflexions sur la vie politique et sociale, de vos suggestions sur le journal ou encore de vos expériences. Sachez simplement que la place impartie n'étant pas illimitée, il vous faudra être court. Mais, vous en conviendrez, l'important n'est pas la longueur de vos missives. Alors, à vos plumes et... à bientôt !

Blasés ? Un coup de « Rouge » Le 30 octobre, un numéro spécial 1956

Nous l'avouons, nous cherchons en permanence à vous étonner. Car, après tout, que vaut un journal qui s'enlise dans la routine ou le conformisme ? Comment peut-il satisfaire ses lecteurs, leur être agréable, servir à leur information, éponger leur soif d'en savoir plus ?

Rassurez-vous, loin de nous l'idée de recourir à la technique de l'esbrouffe par laquelle tant de « confrères » de *Rouge* s'assurent de nouveaux lecteurs ainsi que de confortables recettes publicitaires. Nous, ce que nous voulons, c'est vous offrir, chaque semaine, un produit de qualité, un produit qui soit entre vos mains une arme pour contrer le discours dominant pour donner force et crédit à notre projet de bouleversement du vieil ordre des choses.

Un seul exemple vous permettra de toucher du doigt ce que nous voulons réaliser, c'est le numéro spécial en préparation sur les insurrections ouvrières de 1956, en Pologne et en Hongrie. Comme nous l'avons fait à l'occasion du cinquantième anniversaire du Front populaire, *Rouge* se mettra, le 30 octobre, à

l'heure des révolutions antibureaucratiques dans les pays de l'Est.

Que représenta le coup de tonnerre de 1956 ? Quels en furent les signes annonciateurs ? Sur quels bouleversements déboucha-t-il ? Nous nous efforcerons de reconstituer pour vous les événements.

Qui furent les acteurs de ces soulèvements de masse ? Comment vécurent-ils cette période ? Nous publierons des témoignages

que vous ne trouverez nulle part ailleurs.

Comment se manifesta ce qu'on a désormais coutume d'appeler « la crise du stalinisme » ? Que fut concrètement le choc du XX^e Congrès du PCUS ? Comment ces événements furent-ils vécus en URSS et en Europe occidentale ? Là aussi, des opposants, des communistes s'exprimeront dans *Rouge*.

Quelles leçons peut-on à présent tirer de telles explosions à la

lumière du printemps tchécoslovaque et de l'été polonais ? Une table ronde réunira des hommes et des femmes engagés dans le combat contre les dictatures bureaucratiques de l'Est européen.

Pour rien au monde, ne manquez ce numéro. Mais ne vous contentez pas de l'attendre. Préparez-vous à le diffuser massivement. Annoncez-le autour de vous, préparez des ventes spéciales. Dès à présent, faites remonter vos commandes. Rendez-vous le 30 octobre !

ABONNEMENT A DOMICILE

	France DOM-TOM	Etranger	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F	Nom
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F		Prénom
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F	Adresse
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F	Formule choisie
6. ABONNEMENT DE SOUTIEN (Rouge et Critique communiste)			Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80
3 mois : 200 F	6 mois : 400 F	1 an : 800 F	